

Noisy-le-Sec, le 20 avril 2015

Direction des Affaires Juridiques et des Assemblées
Tel : 01 49 42 67 87
conseil.municipal@noisy-le-sec.fr

Compte rendu

conseil municipal
mercredi 8 avril 2015

A 19 h 30

Salle des Mariages à l'Hôtel de Ville

L'an deux mille quinze le mercredi 8 avril à 19 h 30, le conseil municipal régulièrement convoqué le 2 avril 2015, sous la présidence de Monsieur Laurent RIVOIRE, Maire.

Assistaient à la séance : Mmes, Mlles et MM, Laurent RIVOIRE, Jean THARY, Élisabeth LEFEUVRE, Karim HAMRANI, Laurence CORDEAU (jusqu'à 23:00), Dref MENDACI, Marie-Rose HARENGER, Alexandre BEN HAIM (à partir de 19:42), Stéphanie SANNIER, Bernard GIRAULT, Jennifer JOBARD, Thomas FRANCESCHINI, Yveline JEN, Marcel SOLIGNY, Guillaume SALOMON (à partir de 23:56), Souad TERKI, Samira BUYTENDORP, Pierre LERENARD, Nicole RIVOIRE, Sylvain NICOLAS-NELSON, Saïd YAHIA-CHERIF, Maryvonne MOYA, Karine SUISSA, Patricia BLANCHARD, Olivier DELEU (à partir de 19:30), Dulcinée AVRIL, Axelle ASIK, Miloud GHERRAS (de 19:30 jusqu'à 21:40 et de 22:00 à 23:10), Ibrahim DIARRA (jusqu'à 22:59), Sarra BEN ALI, Émilie TOPSENT, Julien-Jack RAGAZ, Fadhil KORIMBOCUS, Olivier SARRABEYROUSE, Anne DEO (à partir de 19:40), Gilles GARNIER, Patrick LASCoux, Pascale LABBE (à partir de 19:42), Jean-Paul LEFEBVRE, Corinne BORD.

Absents ayant donné mandat :

Jennifer JOBARD représentée par Patricia BLANCHARD
Katia GRAVELOT représentée par Nicole RIVOIRE
Francis FLOUZAT représentée par Jean-Paul LEFEBVRE
Olivier DELEU représenté par Marcel SOLIGNY (jusqu'à 19:39)
Alexandre BEN HAIM représenté par Stéphanie SANNIER (jusqu'à 19:42)
Dulcinée AVRIL représentée par Axelle ASIK (de 22:45 à 22:54)
Laurence CORDEAU représentée par Karine SUISSA (à partir de 23:00)
Guillaume SALOMON représenté par Julien-Jack RAGAZ (jusqu'à 23:56)

Le quorum étant atteint, le conseil municipal peut valablement délibérer.

MERCREDI 8 AVRIL 2015

A 19 H 30

En Salle des Mariages de l'Hôtel de ville

I - DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE

Monsieur le Maire propose la candidature de Stéphanie SANNIER.

UNANIMITE

La désignation du secrétaire de séance est approuvée

II - COMMUNICATIONS DU MAIRE

- Une **minute de silence** est demandée par le maire en l'honneur du Caporal-Chef Aurélie SALEL, sapeur-pompier de Paris décédé au cours d'une intervention sur un incendie. A cette occasion, le maire apporte son soutien à l'équipe de la caserne de Bondy qui intervient sur la ville de Noisy-le-sec.
- Le maire adresse ses **félicitations à Pascale LABBE** suite à son élection en qualité de conseillère générale de la Seine-Saint-Denis, ainsi qu'à Gilles GARNIER, candidat remplaçant.
- **Discours de madame Pascale LABBE** suite à son élection en qualité de conseillère générale de la Seine-Saint-Denis.
- **Intervention de monsieur Ibrahim DIARRA :**

« Monsieur le maire, mesdames, messieurs les élus,

Je tenais à revenir sur des événements récemment qui m'ont marqué qui ont conduit à mon retrait de délégation, ainsi qu'à mon éviction de la majorité municipale. Comme vous savez, je travaille à Noisy-le-sec Habitat et comme je refusais de couvrir des pratiques honteuses qui sont contraires à mes valeurs, j'ai été harcelé, menacé et pour finir victime de violence. Voilà la vérité monsieur le maire, collègues élus. Je ne me laisserai pas salir et je ne me tairai pas. Malgré les différentes pressions exercées sur moi, j'ai choisi de poursuivre mon mandat d'élus. Par respect pour celles et ceux qui m'ont fait confiance et également pour défendre tous ceux qui ont besoin d'y croire. Le non respect des valeurs républicaines, le non respect des engagements et celui des promesses non tenues, l'intérêt personnel qui passent devant ceux de la collectivité amènent les citoyens de se désintéresser de la politique locale de la ville, et ceci est un vrai danger pour le futur de la société. Et en étant en place dans une équipe de droite, UMP, UDI mais fier de la confiance que me porte les noiséens, j'ai décidé de poursuivre mon mandat de conseiller municipal».

- **Monsieur Olivier SARABEYROUSE** demande à poser la question orale relative au 35 rue Saint-Denis afin de libérer les personnes venues assister à la séance du conseil pour entendre la réponse qui sera faite sur ce dossier.

QUESTION ORALE RELATIVE AU RELOGEMENT DES OCCUPANTS DU 35 RUE SAINT DENIS PAR LE GROUPE ROUGE ET VERTE, LA GAUCHE ENSEMBLE

« Monsieur le maire,

Vous avez pris le 23 Septembre 2014 un arrêté de « péril imminent » (arrêté n° 14-2023) concernant l'immeuble situé 35, rue St Denis.

Nous avons été contactés par plusieurs occupants de cet immeuble que nous avons rencontrés sur place. Au vu de l'état de l'immeuble, le péril est évident puisque, outre la situation de relative insalubrité, des étais ont été mis en place dans la descente de cave et le risque encouru par les habitants, qui seraient contraints de demeurer dans l'immeuble, semble bien réel.

Un certain nombre des familles occupantes vous ont, à juste titre, adressé des demandes de relogement. Ces relogements sont à l'évidence une priorité absolue au regard de la situation de péril.

Parmi ces familles, un des demandeurs nous a communiqué la copie de courriers, émanant de la mairie, dont l'un renvoie à plus tard la prise en compte de sa légitime demande, le mettant au même rang que n'importe quel demandeur, et l'autre lui signifie l'impossibilité de traiter sa demande sans autres explications.

Ce locataire, et tous les habitants de l'immeuble sont dans un grand état d'anxiété parfaitement compréhensible au plan humain et nous ne pouvons que nous interroger sur de telles réponses et les trouver particulièrement désinvoltes, ces relogements étant, encore une fois, absolument prioritaires.

Avant qu'un drame ne se produise, nous vous demandons de procéder à ces relogements sans délais, comme cela a toujours été fait dans notre ville dans la mesure des possibilités, y-compris en mobilisant tous les bailleurs, comme ce fut malheureusement le cas à Noisy par le passé, lors de catastrophes.

Devant cette assemblée communale, nous vous demandons quelles sont les mesures déjà engagées, les contacts pris avec les occupants et les bailleurs ainsi que les mesures urgentes et concrètes à venir ? »

REPONSE DE MONSIEUR LE MAIRE :

« L'arrêté de péril imminent concernant l'immeuble en copropriété situé 35 rue Saint Denis a été signé par moi même le 23 septembre 2014.

Cette procédure faisait suite à plusieurs signalements de copropriétaires inquiets de voir la structure de leur immeuble présenter des signes de faiblesse.

En conséquence, la Ville a sollicité le Tribunal Administratif de Montroull qui a mandaté un expert afin d'examiner l'état du bâtiment. Un rapport a été rédigé le 5 septembre 2014 dans lequel sont précisées les différentes dispositions visant à assurer et préserver la sécurité de l'immeuble. Pour autant l'expert n'a pas préconisé d'évacuation de l'immeuble, ce qui n'engendre pas de fait le relogement immédiat des occupants.

Les actions préconisées concernant quatre postes de travaux :

- Condamner l'accès au sous sol,
- Reprendre et compléter les plans d'étalement,
- Procéder à la réfection de différents planchers,
- Ravalement de façade.

On peut tout de même s'étonner et déplorer que les copropriétaires n'aient pris aucune mesure en Assemblée général de copropriétaires pour voter bien en amont la réalisation étalées de ces travaux. Je vous rappelle que nous sommes dans le cas d'un problème de droit privé avec des propriétaires !

La question du relogement des locataires est une réelle préoccupation qui doit et qui est de la responsabilité des propriétaires. En complément la commission communale de désignation peut examiner les demandes de logements des occupants. En effet, les occupants d'immeuble sous le coup d'arrêté de péril ou d'insalubrité sont reconnus comme prioritaires au titre de la délibération du conseil municipal du 19 juin 2014, fixant les critères de désignation.

Comme vous le soumettez dans votre question orale, les demandes de logement recevables doivent donc être examinées en priorité par la commission communale de désignation.

Quelle est la situation des demandes aujourd'hui ?

Pour votre bonne information sachez que la copropriété compte dix lots. Selon les informations transmises par les services de la Ville, ces logements sont occupés par huit propriétaires occupants et deux locataires.

Vous évoquez un certain nombre de demande : en fait il existe deux demandes qui émanent de ces lots. La première provient d'un propriétaire occupant qui a fait une demande de logement en 2014, alors qu'il est dans la situation de propriétaire.

La deuxième situation est complexe, puisque il s'agit d'une même famille logée dans un appartement, famille qui s'est scindée en 3 pour effectuer des demandes.

Un des ménages occupants l'immeuble a été reçu par l'adjointe à l'Habitat et au Logement la semaine dernière. En fonction des éléments constitutifs des dossiers de demande de logement et dans la mesure que des logements correspondant se libèrent (notamment au regard des ressources et de la composition familiale), des propositions pourront être faites.

Je regrette que les propriétaires n'aient rien fait en connaissant parfaitement la situation de cet immeuble dans une affaire qui relève de problème de droit privé».

III - APPROBATION DU COMPTE RENDU DU PRÉCÉDENT CONSEIL MUNICIPAL

Le compte-rendu est téléchargeable depuis la page internet suivante :
http://www.noisylesec.net/kiosque/_54fdb2b2d061f.pdf

• **Monsieur Olivier SARRABEYROUSE** formule les observations suivantes :

- La question orale sur le Centre Municipal de Santé a été posée par le groupe Rouge et Vert la Gauche Ensemble ainsi que le groupe Socialiste ;
- Les comptes-rendus de septembre et de décembre 2013 n'apparaissent pas sur le site internet de la ville ;
- Il serait souhaitable que l'ordre du jour du conseil municipal soit affiché sur le site internet de la ville dès l'envoi de la convocation aux conseillers municipaux, et qu'il soit affiché, outre à l'hôtel de ville, sur les panneaux administratifs de la ville.

• **Monsieur Jean-Paul LEFEBVRE** souligne que le dernier compte-rendu apparaît en doublon sur le site internet de la ville.

POUR 41 VOIX MAJORITE MUNICIPALE, GROUPE ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE, Ibrahim DIARRA, Miloud GHERRAS

ABSTENTION 3 VOIX GROUPE SOCIALISTE

Le compte rendu est approuvé

• **Intervention de Jean-Paul LEFEBVRE** sur l'ordonnance n°1502665 rendue le jour même par le juge des référés du tribunal administratif de Montreuil.

• **Monsieur Olivier SARRABEYROUSE** procède à la lecture d'un message manuscrit qui lui a été adressé au dos d'un tract.

IV – NOTICES - PROJETS DE DELIBERATIONS

2015/04-01 – DIRECTION DES FINANCES

APPROBATION DU BUDGET PRIMITIF (BP) EXERCICE 2015 - VOTE DES TAUX

Rapporteur : Monsieur Dref MENDACI

Dans un contexte marqué par la poursuite de la baisse des dotations de l'Etat, la Municipalité s'efforcera de poursuivre :

- * le développement d'outils pour disposer en permanence d'indicateurs précis en terme de gestion de la dette, de la masse salariale, d'une politique d'achats mais également le déploiement d'un suivi accru adossé à l'exécution budgétaire et ce, pour constituer des outils indispensables d'aide à la décision adaptée et de dégager des marges de manoeuvre suffisantes pour satisfaire aux besoins de la population noisesenne.**

Toutefois, cette démarche « indispensable » devra être accompagnée par la poursuite des efforts accomplis ces dernières années par l'ensemble des politiques publiques pour contenir l'évolution des dépenses de fonctionnement et notamment les dépenses de personnel.

Cet enjeu complexe de maîtrise des dépenses doit être accentué :

- en premier lieu, parce que ce doit être une règle permanente lorsqu'il s'agit de l'utilisation de fonds publics,**
- en second lieu, et au titre de la situation financière propre aux collectivités locales, parce que la nécessité s'impose de préserver et même de renforcer leurs solvabilités financières.**

Le budget primitif 2015 a été établi sur la base d'une maîtrise des dépenses et une optimisation des moyens au regard des missions déployées.

Le programme d'investissement a été ajusté à la capacité financière de la ville et adossé à un recours maîtrisé de l'emprunt.

Conformément aux engagements de la Municipalité, le Budget Primitif 2015 a été élaboré, sans augmentation des taux d'imposition et ce, depuis l'année 2011.

Conformément à la réglementation, la présentation du Budget Primitif 2015 s'articulera autour de deux phases : la section de fonctionnement et la section d'investissement.

Le projet de budget primitif pour l'exercice 2015 s'équilibre en mouvements budgétaires à 78 644 620 euros se décomposant comme suit :

1^{ère}	section de fonctionnement :	62 631 000 euros
2^{ème}	section d'investissement :	16 013 620 euros

EQUILIBRE BUDGETAIRE 2015

Fonctionnement : 62,6 M€

Personnel : 37,8 M€
Dépenses de gestion: 18,2 M€
Intérêts de la dette: 2,6M€
Virement à la section de Fonctionnement : 2,4 M€
Opération de transfert entre sections: 1,6 M€

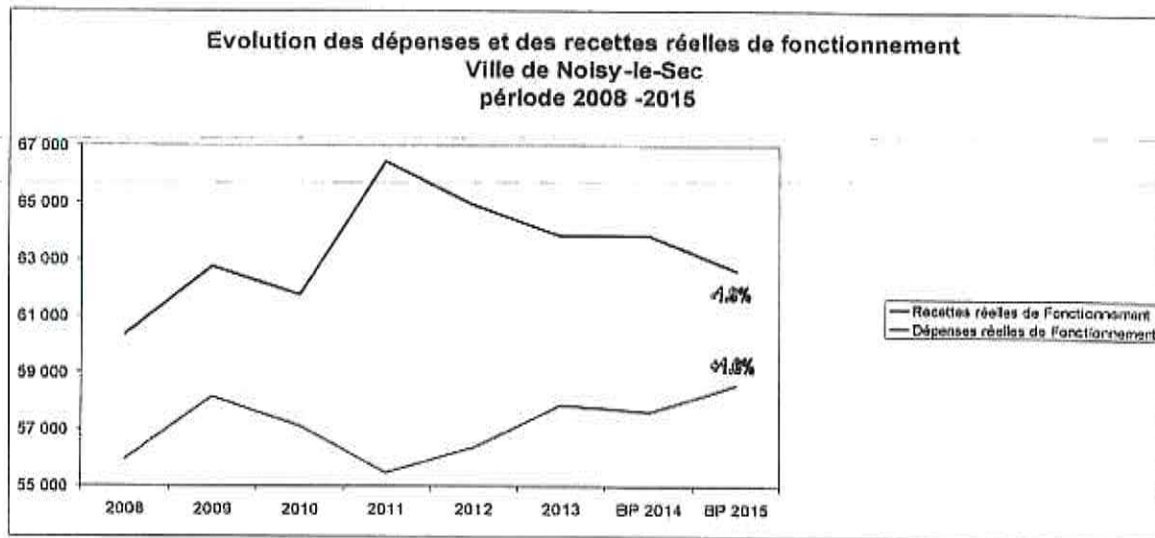
Impôts et taxes 40,7 M€
Dotations et participations: 16,5 M€
Produits des services et du domaine: 4,2 M€
Autres: 1,2 M€

Investissement : 16 M€

Dépenses d'équipement: 8,2 M€
Emprunts et dettes assimilées: 4,1 M€
Autres immobilisations financières: 3,3 M€
Autres: 0,4 M€

Virement de la section de fonctionnement: 2,4 M€
Opérations de transfert entre sections: 1,6 M€
Emprunts et dettes assimilées: 6,8 M€
Dotations, fonds divers: 2,7 M€
Autres: 2,5 M€

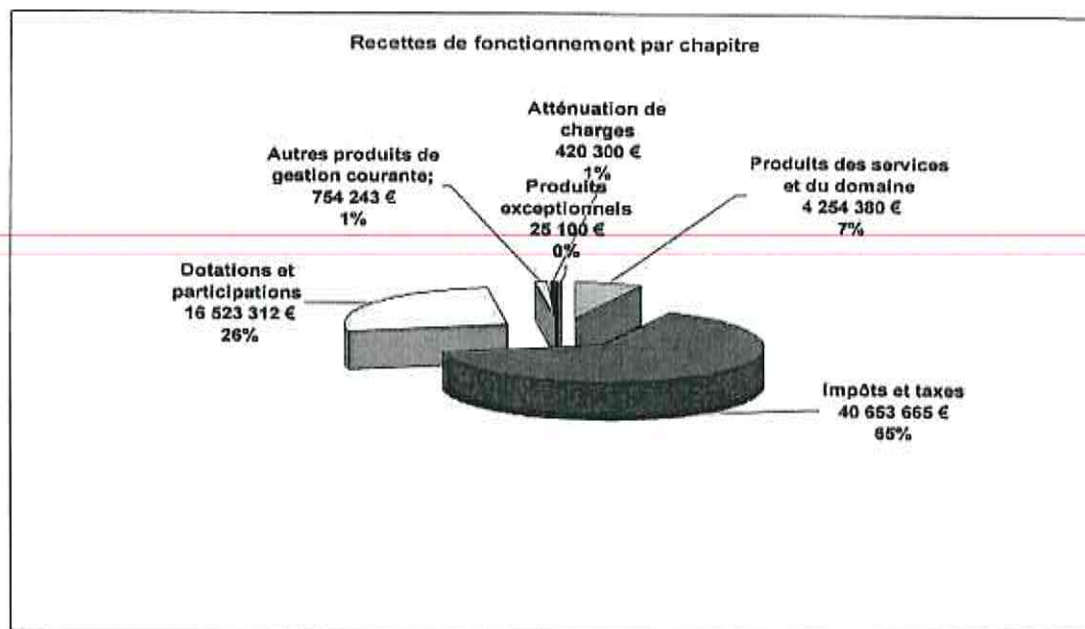
SECTION DE FONCTIONNEMENT



La section de fonctionnement totalise 62 631 000 euros en dépenses et en recettes.

1) Les recettes de fonctionnement

Comme les dépenses, elles s'équilibrent à 62 631 000 euros et correspondent à des recettes réelles. Elles sont réparties de la façon suivante :



Chap.	Libellé	BP 2014	BP 2015	Ecart en %
013	Atténuation de charges	420 000	420 300	0,07 %
70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	4 481 600	4 254 380	- 5,07 %
73	Impôts et taxes	40 851 795	40 653 665	- 0,48 %
74	Dotations et participations	17 316 945	16 323 312	- 4,58 %
75	Autres produits de gestion courante	767 700	754 243	- 1,75 %
76	Produits financiers	8 000	0	NS
77	Produits exceptionnels	22 200	25 100	+ 13 %
Total des recettes réelles de fonctionnement		63 868 240	62 631 000	- 1,94 %

Les recettes de fonctionnement proviennent essentiellement des impôts et taxes ménages, des dotations de l'Etat, et de l'Attribution de Compensation versée par la Communauté d'Agglomération Est Ensemble.

o **Les produits des services et du domaine (chapitre 70) : 4 254 380 euros,**

L'estimation de ce montant a été établit compte-tenu du réalisé 2014 et des perspectives pour 2015.

Les principaux postes concernent :

- les services à caractère sociaux pour : 2,186 M€
- les services scolaires et péri-scolaires : 1,070 M€

o **Les impôts et taxes (chapitre 73) : 40 653 665 euros**

Globalement, les principaux postes budgétaires adossés aux impôts et taxes s'établissent comme suit :

➤ Les produits de la fiscalité directe représentent 24 424 526 €. Ce montant correspond aux produits notifiés (état 1259).

➤ L'Attribution de Compensation (AC) versée par Est Ensemble : 10 733 161 €.

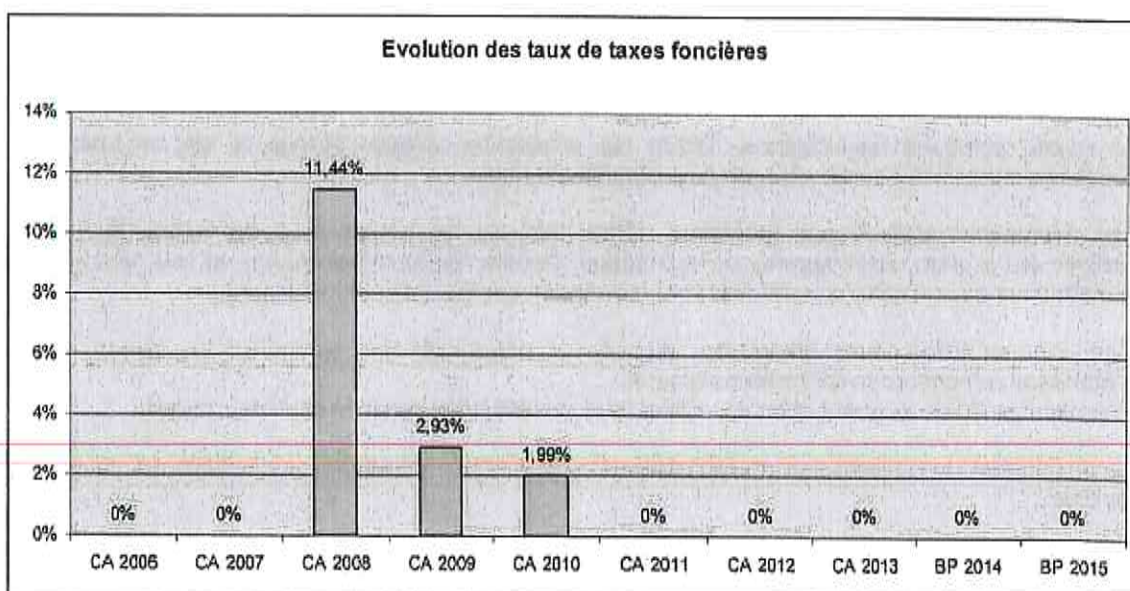
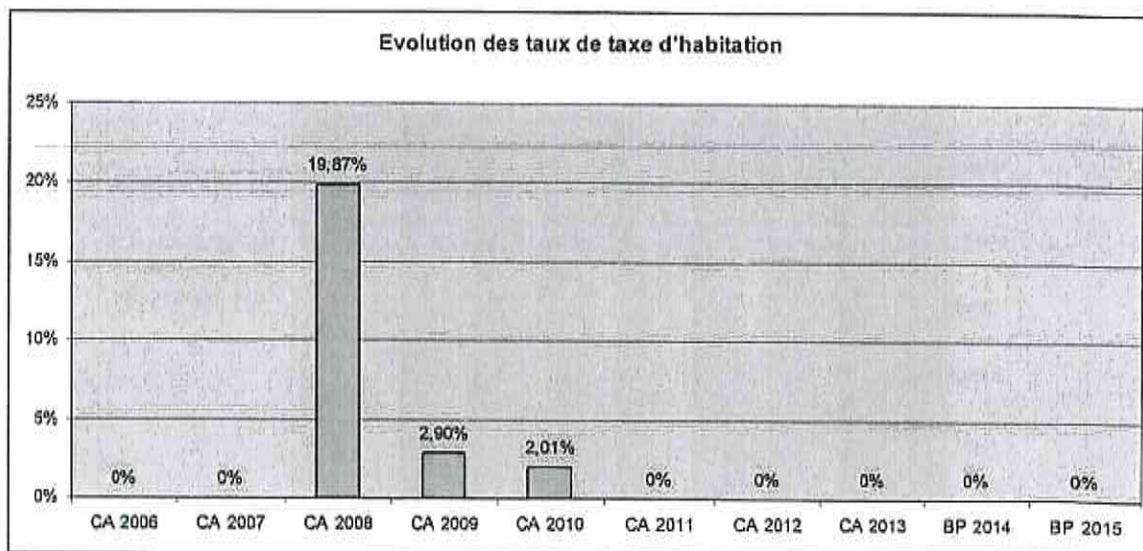
A ce jour, ce montant est estimatif (montant de l'AC provisoire 2015 communiquée par la Communauté d'Agglomération d'Est Ensemble).

Il sera ajusté en cours d'année lorsque les travaux de la CLECT (Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées) seront finalisés.

Le Fonds de Solidarité de la Région Ile de France (FSRIF) : 3 541 000 € (montant estimé).

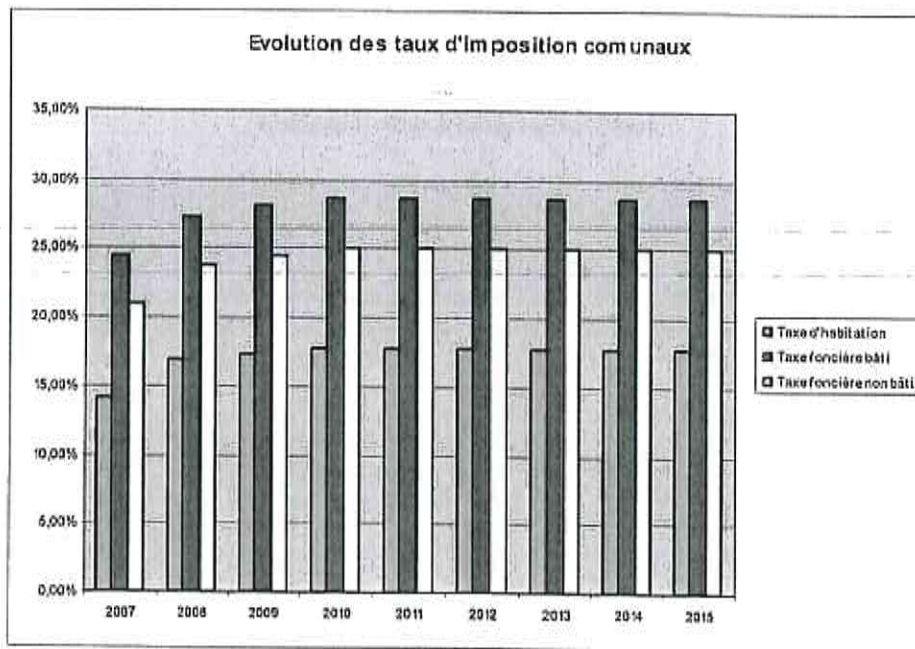
Le Fonds de péréquation intercommunal et communal (F.P.I.C) : 643 978 € (reconduction 2014).

L'impôt local :



Les nouveaux taux proposés pour 2015 seront ainsi identiques à ceux des années précédentes à savoir :

- **Taxe d'Habitation** 17,73 %
- **Taxe Foncier Bâti** 28,64 %
- **Taxe Foncier Non Bâti** 25,01 %



Le chapitre 73, impôts et taxes, comprend également le produit des taxes additionnelles aux droits de mutations. Le prévisionnel 2015 s'élève à 750 000 euros.

o **Les dotations et participations (chapitre 74) : 16 523 312 euros.**

Ce poste comprend les dotations d'Etat, les allocations compensatrices et les subventions de fonctionnement versées par nos partenaires institutionnels.

Les estimations relatives aux **dotations** d'Etat intègrent les perspectives de la Loi de Finances notamment la perte conséquente sur la Dotation Globale de Fonctionnement en lien direct avec la contribution des collectivités territoriales au redressement des finances publiques.

Pour l'année 2014, cette contribution adossée à l'ensemble des communes au niveau national s'établissait à hauteur de 588 millions d'euros.

Pour l'année 2015, la contribution des collectivités locales s'élèvera à 1,450 Mds d'euros.

Les inscriptions budgétaires seront réajustées lors de la transmission des notifications par les services de l'Etat.

Au global, les sommes inscrites se répartissent comme suit :

•	Dotation Globale de Fonctionnement	:	6 984 137 euros
•	Dotation de Solidarité Urbaine (DSU)	:	4 152 000 euros
•	La D.N.P. (<i>Dotation nationale de péréquation</i>)	:	823 024 euros
•	<u>Les dotations de compensations notifiées :</u>		
	- Dotation unique de compensation :		97 130 euros
	- Compensation Etat – taxe foncière :		157 362 euros
	- Compensation Etat – taxe d'habitation :		631 296 euros
•	DGD Hygiène (reconduction 2014) :		211 695 euros

Le montant des subventions prévues de nos partenaires institutionnels s'établit à hauteur de 3 444 268 €.

Conformément aux orientations de la Municipalité, l'optimisation des financements demeure une priorité pour l'ensemble des projets et actions.

- o **Les autres produits de gestion courante (chapitre 75) : 754 243 euros.**

Ce poste comprend le revenu des immeubles et la redevance liée à la délégation de service public pour le marché.

- o **Les atténuations de charges (chapitre 013) : 420 300 euros.**

Il s'agit ici de remboursements de frais de personnel, comme le remboursement d'indemnités journalières et des charges des agents détachés dans des collectivités et organismes.

2) Les dépenses de fonctionnement

Elles sont réparties entre les dépenses d'ordre et les dépenses réelles :

- ⇒ **Les dépenses d'ordre : 4 035 000 euros sont répartis de la façon suivante :**
 - Les dotations aux amortissements pour 1 600 000 euros,
 - Le virement à la section d'investissement 2 435 000 euros.

Les dépenses d'ordre de fonctionnement susmentionnées se retrouvent en recettes d'investissement d'ordre pour un montant équivalent.

- ⇒ **Les dépenses réelles de fonctionnement s'élèvent en 2015 à : 58 596 000 euros.**

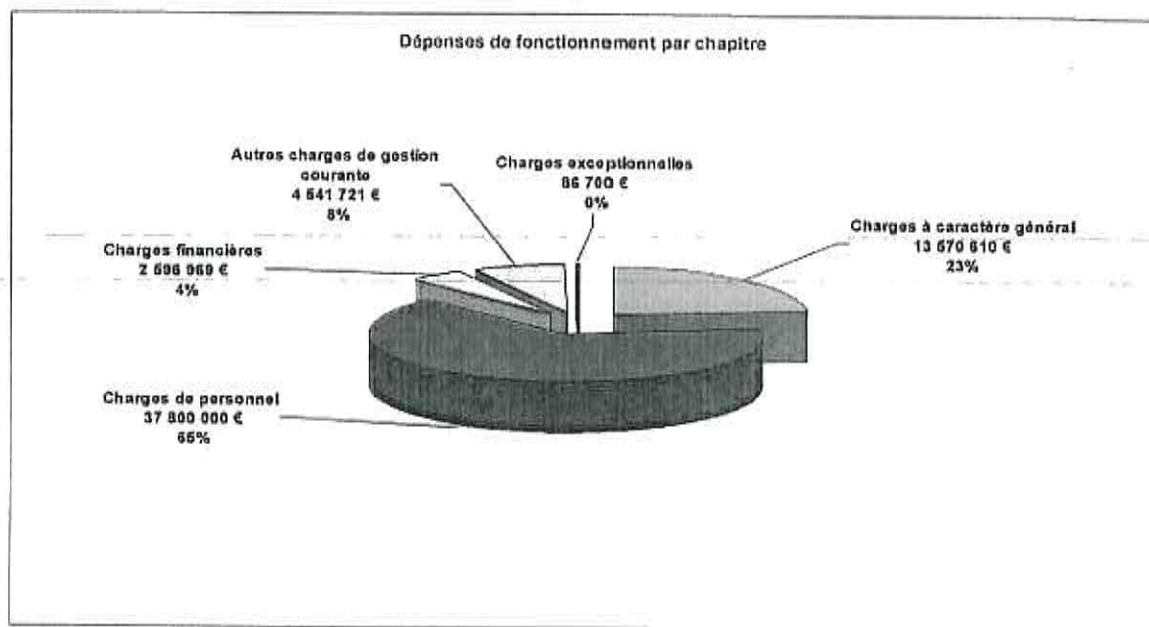
Chap.	Libellé	BP 2014	BP 2015	Ecart en %
011	Charges à caractère général	14 288 180	13 570 610	- 5,02 %
012	Charges de personnel	35 743 000	37 800 000	5,75 %
65	Autres charges de gestion courante	4 662 560	4 541 721	- 2,59 %
66	Charges financières	2 850 100	2 596 969	- 8,88 %
67	Charges exceptionnelles	104 400	86 700	- 16,95 %
Total des dépenses réelles de fonctionnement		57 648 240	58 596 000	1,64 %

Il est à souligner l'effort consenti au titre des dépenses de gestion courante afin de réduire les incidences liées à une « récession » accrue de nos marges de manoeuvres financières.

Au titre des dépenses de personnel, Il est à souligner que dans un souci d'interprétation agrégée, que sur l'exercice 2014, des crédits budgétaires à hauteur de 1,650 M€ ont été intégrés lors d'une décision modificative et, de ce fait le chapitre 012 s'est établi pour 2014 à 37,393 M€.

La variation est donc portée à 1,09 %.

Par chapitre, ces dépenses se ventilent de la façon suivante :



- **Les charges à caractère général (chapitre 011) : 13 570 610 euros.**

Les charges à caractère général sont constituées des dépenses destinées au fonctionnement des services.

Ce poste diminue de 5 % par rapport au Budget Primitif 2014 qui était de 14 288 80 euros. Cela équivaut à une diminution de 715 570 euros soit trois fois plus que l'année 2014.

Lors de l'élaboration budgétaire, l'ensemble des politiques de la ville ont respecté les orientations budgétaires et ce, en intégrant les contraintes budgétaires amplifiées notamment par la baisse des dotations de l'Etat.

En effet, comme l'an dernier, la poursuite des politiques publiques restrictives de l'Etat vis-à-vis des collectivités locales laisse craindre une baisse notable des dotations

Toutefois, avec les contraintes budgétaires notables, le maintien ou le développement d'actions sur 2015 seront prévues dans les secteurs suivants :

- **Au niveau de la direction des sports et de la jeunesse :**

- **Jeunesse :**

Les actions du Service Municipal de la Jeunesse ont toujours pour vocation d'accompagner la jeunesse noisienne sur l'ensemble de ses projets et envies : loisirs, voyages, éducation, insertion et culture.

L'espace Info Jeunesse leur permet d'avoir accès à une information claire, complète et gratuite dans les domaines de la formation, l'emploi, le logement, la santé et la prévention.

Les perspectives pour l'exercice 2015 seront :

- L'installation du Point Infos Jeunes dans les locaux du Service Municipal de la Jeunesse.,
- La création de portes ouvertes au Point Infos Jeunes,
- L'investissement autour du projet de la « journée de la femme » et des journées de prévention,
- Stabiliser et pérenniser le reste de l'équipe d'animation,

- Trouver de nouveaux concepts de fêtes et d'événements Jeunesse.

Sport :

La direction des sports continue à valoriser et faciliter l'accès à l'ensemble des noiséens aux activités sportives de loisirs ou de compétitions comprises comme un élément d'épanouissement de l'être humain.

Cette politique se concrétise entre autres :

- par la mise à disposition d'espaces de pratique en assurant le plein emploi des équipements et en garantissant un accueil de qualité,
- par la gestion du patrimoine sportif existant,
- par un soutien actif aux organisateurs de la pratique sportive – scolaire – associations.
- par la mise en place d'actions éducatives permanentes ou ponctuelles de découverte et d'apprentissage du sport,
- par des actions tous publics de promotion de la pratique sportive en partenariat avec les acteurs sportifs et institutionnels avec un accent particulier apporté aux initiatives visant à lutter contre la violence,
- par la mise en place des « TAP » sportives gratuites sur l'ensemble des écoles de la Ville. Au titre des changements des rythmes scolaires, la direction des sports organise des cycles sportifs de sept séances de hand-ball pour les CM1 et d'Ultimate Frisbee pour les CM2.

Pour l'année 2015 les projets en lien avec les services municipaux s'établiront comme suit :

- la mise en place de projets communs entre le service sport et jeunesse,
- l'inauguration de la salle spécialisée Baby Gym Robert Thiland,
- la construction du logis de la compagnie d'arc,
- la destruction de la piscine implantée au stade Huvier,
- la rénovation et la sécurisation des équipements sportifs.

Direction des affaires scolaires, de l'enfance et de la petite enfance :

Différentes actions seront pérennisées ou développées, toujours afin de mieux répondre aux besoins des noiséens, d'optimiser les actions, de développer la professionnalisation des équipes d'animation, d'aller à la rencontre des familles, de développer des activités pédagogiques.

Le fait marquant de l'année est la mise en place des nouveaux rythmes scolaires et ses implications : gestion des TAP avec une forte fréquentation, la mise en place de nombreux partenariats avec les services municipaux culturels et sportifs, les associations, la mobilisation des ATSEM dans le dispositif. Une réorganisation complète du travail des agents de l'enfance et du Service Propreté Entretien et Restauration (SPER) pour "coller" à cette nouvelle donne.

Il est à souligner la mise en place du comité de suivi des nouveaux rythmes scolaires avec l'ensemble de la communauté éducative avec notamment l'élaboration du Projet Educatif De Territoire (PEDT) sur 2015.

Les actions propres du service sont toujours organisées :

Accueil dans les ALSH (Accueils de loisirs sans hébergement) avec un maintien de la fréquentation, puis une augmentation depuis la rentrée de septembre : à travers les projets pédagogiques de chaque structure, les équipes ont décliné les orientations de Service tendant à diversifier les activités proposées aux enfants.

- o Propositions de séjours de vacances hiver, printemps, été et de mini séjours l'été.

- Mise en place d'actions thématiques : sensibilisation aux droits de l'Enfant, semaine de lutte contre les discriminations, fête des enfants en décembre au gymnase Langevin décoré pour la période de fin d'année (concert et bal : 480 enfants), des propositions d'activités artistiques en lien avec les partenaires de la ville : expositions à la Galerie, visite de musées, ateliers à la médiathèque, séances de cinéma au Trianon, théâtre des Bergeries, des projets intergénérationnels en partenariat avec le CCAS tels la mise en place d'une chorale, le projet »DEMOS-orchestre en banlieue » organisé en partenariat avec la Cité de la Musique de la Villette et le Conservatoire. (concerts en Mairie et à la salle Pleyel) etc.
- La modification des secteurs scolaires pour la rentrée de septembre 2015, en concertation avec les différents partenaires (Education Nationale, parents d'élèves, syndicats enseignants) en prenant appui sur une étude, prendra partiellement forme avec les nouvelles écoles Sand et Musset ;
- De nombreuses ouvertures de classes à la rentrée 2014-2015.
- Participation au projet du nouveau groupe scolaire Jean Renoir.

Concernant la petite enfance, la ville dispose toujours de 175 places en structures d'accueil communales et de 20 places en crèche familiale, ce qui la place à un bon niveau départemental.

Le fait marquant est la centralisation des inscriptions au guichet unique, avec des permanences assurées par les responsables de structures, municipales et départementales, ce qui permet de mieux cibler les demandes des familles.

La mise en place du logiciel Concerto et le pointage par les parents permet d'effectuer la facturation au volume horaire.

Sécurité :

La police municipale continue son développement afin d'offrir un service public de qualité à la population et répondre à un besoin grandissant adossé à la sécurité des administrés.

Actuellement, le personnel affecté à la police municipale s'établit à hauteur de 16 policiers municipaux, 1 assistante de direction et 8 agents de surveillance de la voie publique/opérateurs vidéo-protection.

Depuis la mise en place en novembre 2013 du Centre de Supervision Urbain (C.S.U.), avec une implantation de 48 caméras présentes sur la voie publique, les missions de la police municipale se sont largement accrues et s'effectuent avec une plus grande sécurité pour les agents. Le C.S.U. permet également une plus grande réactivité et une plus grande collaboration avec la police nationale. En effet, pour l'année 2014, la police municipale a été sollicitée à 125 reprises lors de réquisitions judiciaires (extraction vidéo). La gestion des réquisitions judiciaires est donc une nouvelle mission attribuée aux policiers municipaux.

La police municipale a effectué 17 368 interventions et rapports, 206 enlèvements de véhicules et 170 individus ont été présentés devant un Officier de Police Judiciaire pour une mise à disposition.

La police municipale est également présente lors de l'ensemble des festivités organisées par la Municipalité.

Cohésion sociale :

Pour l'année 2015, la ville maintient ses actions qui s'établissent comme suit :

- Poursuite des ateliers socio linguistiques (avec environ 100 apprenants par an) ;
- Animation et suivi de la programmation annuelle du Contrat Urbain de Cohésion Sociale (C.U.C.S) et préparation en lien avec la Communauté d'Agglomération Est Ensemble et les autres villes de l'élaboration du nouveau cadre contractuel – le contrat de ville ;
- Poursuite de l'accompagnement des noiséens dans le cadre de la rénovation urbaine du Londeau et la Boissière ;

- o Reconstitution et animation du fonds de participation des habitants Envies Noisy Solidarités ;
- o Développement des projets co-conduits avec les bailleurs (chantiers éducatifs, chantiers écoles, journée propreté, ateliers bricolages solidaires) ;
- o Mise en place du comité d'éthique dans le cadre du déploiement du dispositif de vidéo-protection.

▪ Culture :

Un niveau élevé en qualité a été maintenu concernant les manifestations culturelles existantes placées sous l'autorité de la Direction des Affaires Culturelles (DAC) ou organisées directement par elle :

- « Le Cercle à Musique - » est une saison musicale jeunes talents à raison d'un concert par mois le dernier jeudi de chaque mois et qui a accueilli, en 2014, 1438 spectateurs dont 804 scolaires soit un nombre constant. La programmation 2015 du festival, assurée par la Direction des Affaires culturelles de la ville, se décline en 3 axes :
 - o une saison de 6 concerts dont 5 en partenariat privilégié et novateur - permettant de diminuer les coûts des concerts - avec le Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris (CNSDP) de janvier à juin. Le programme prévoit des formations professionnelles de jeunes artistes (récital piano, récital voix, duo, quatuor et orchestre) dans la salle des mariages ou le Théâtre des Bergeries dans le cadre d'une mise à disposition,
 - o trois plateaux « Une heure avec ... » dans l'auditorium de la médiathèque Roger Gouhier avec des professeurs de conservatoire ou de jeunes médaillés,
 - o deux spectacles en direction des publics scolaires en collaboration avec les JMF (Jeunesses Musicales de France) en salle des mariages.
- Le salon des artistes et des associations d'arts plastiques noiséennes en salle Gérard Philippe ;
- Les Rencontres d'Ici et d'Ailleurs (RIA) en collaboration avec la Compagnie Oposito ;
- La Fête de la Musique en centre-ville sur le parvis de la médiathèque avec un Plateau de groupes amateurs noiséens puis un concert de 20h00 à 21h30 et un concert en salle des mariages de 22h00 à 23h30 ;
- 4 projections de cinéma en plein air dans le cadre de la manifestation « Un été à Noisy » en juillet et août ;
- Les Journées noiséennes du Patrimoine en septembre 2015 par le service Archives-Documentation rattaché à la Direction des affaires culturelles en 2012 ;
- La 4^{ème} édition du Festival du Film Franco Arabe de Noisy-le-Sec en novembre 2015 ;
- La programmation de la Galerie Centre d'art contemporain à raison de 3 expositions annuelles, une exposition de restitution des ateliers (scolaires) et de 3 résidences ;
- **La programmation multidisciplinaire du Théâtre des Bergeries : la subvention au théâtre s'élève à 1 034 370 €.**
- La programmation culturelle de la médiathèque autour du livre ainsi que les actions de promotion des collections et de la lecture.

▪ Agenda 21 :

Il est à souligner la participation à la semaine du développement durable, à la semaine européenne de réduction des déchets, à la semaine européenne de la mobilité.

Une organisation d'un appel à l'initiative sera déployée ainsi que des ateliers de réparations de vélos.

Une action nouvelle pour 2015 : Participation à la COP 21 – conférence mondiale sur le climat organisée par la France.

▪ Environnement et aménagement urbain :

- Poursuite du renouvellement du patrimoine arboré rue Condorcet – deuxième tranche ;

- Finalisation de l'aménagement végétal du square Pierre Winkopp ;
- Mise en place de deux nouvelles stations Autolib.

▪ Aménagement du territoire :

La nouvelle donne en matière de dotations de l'Etat aux collectivités territoriales obligent ces dernières à revoir leurs modes d'intervention publique en matière de développement territorial et de renouvellement urbain. Ce mouvement s'accompagne d'une évolution dans les modes opératoires et dans les systèmes de gouvernance qui encadrent ces interventions.

Plusieurs secteurs de projets délimités au Plan Local d'Urbanisme entrent aujourd'hui dans une phase opérationnelle ou pré-opérationnelle.

L'année 2015 sera pour la Zac du Quartier Durable de la Plaine de l'Ourcq une année de retour à la concertation publique en vue de l'approbation du dossier de réalisation de la Zac par le Conseil Communautaire d'Est Ensemble pour la fin de l'année. Participant pleinement à la gouvernance de cette opération d'aménagement aux côtés de la Communauté d'Agglomération Est Ensemble, la Ville de Noisy le Sec participera au titre de l'année 2015 à cette opération à hauteur de 602 K€. Le dynamisme opérationnel maintenu sur cette opération permettra la livraison des premiers logements à l'horizon 2018. Parallèlement, la Ville de Noisy le Sec mobilise son budget d'investissement en vue de la restructuration de l'actuelle maternelle Renoir en groupe scolaire, permettant ainsi d'accueillir les habitants de ce nouveau quartier durable dans les meilleures conditions d'équipement public.

Tous ces éléments devront, dans les mois qui viennent, être mis en relation avec les annonces gouvernementales relatives aux nouvelles Opérations d'Intérêt National, pour lesquels les "Territoires de l'Ourcq" ont été notamment cibles.

En matière de renouvellement urbain, la Ville de Noisy le Sec a été retenue au titre du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain pour le quartier du Londeau qui verra ainsi sa mue se prolonger et s'amplifier afin de garantir à ses habitants un cadre de vie renouvelé. Les services des villes et de la Communauté d'Agglomération travaillent dès à présent à l'élaboration des protocoles de préfiguration en vue du lancement des études préalables à ces opérations. La Ville de Noisy le Sec participera au financement de ces études à hauteur de 60 K€.

Sur la Plaine Ouest, la Ville s'associe à l'Etablissement Public Foncier d'Ile de France pour les interventions foncières sur le site. Elle mènera également une modification du document d'urbanisme. La somme de 15 K€ est fléchée sur le budget de la ville pour mener à terme cette modification.

S'agissant de la Taxe d'Aménagement, l'année 2015 sera la première année effective d'application du taux majoré à 15% sur la Plaine Ouest. Des réflexions et études seront menées en interne en vue d'élargir ces périmètres de modulation sur l'année 2016.

Outre l'élargissement du partenariat avec l'EPFIF, la Ville maintient une capacité d'intervention foncière à hauteur de 400 K€.

▪ Santé :

La municipalité a fait le choix de mener une politique active en matière de santé. Le centre municipal de santé est depuis de nombreuses années un élément majeur de la mise en œuvre de cette politique. Il est composé de trois secteurs : une unité de soins, une unité de santé publique et un centre de PMI (mission déléguée par convention, du Conseil Général).

L'unité de soins a pour ambition de proposer aux Noiséens une offre variée de soins de qualité, avec des consultations de médecine générale, de nombreuses consultations de spécialités, un service de radiologie ainsi que des soins infirmiers.

Le développement de la permanence de soins qui héberge dans ses locaux les médecins généralistes de garde le samedi, le dimanche et les jours fériés de 8h à 20h, est un succès. Chaque week-end une cinquantaine de consultations d'urgence y sont assurées, essentiellement au profit des Noiséens.

La municipalité souhaite aussi garantir aux Noiséens un équipement moderne et performant avec des soins de qualité. C'est dans cet esprit de modernité qu'un service de télé-radiologie a été développé. Il

a permis, malgré la pénurie de médecins radiologues, d'élargir les horaires de consultations proposés aux patients.

L'unité de santé publique, développée depuis de nombreuses années, mène un travail de prévention et d'éducation à la santé sur le terrain, tout particulièrement au sein des établissements scolaires de la ville. Elle assure des séances d'information qui ont, entre autre, pour thématiques : l'hygiène bucco dentaire, l'hygiène corporelle, la contraception et la sexualité ou la prévention des addictions. Bien évidemment, l'équipe de santé publique participe à différents événements nationaux marquants, comme la journée mondiale de lutte contre le SIDA, la journée de dépistage des mélanomes et la journée nationale de don du sang.

Par convention avec le Conseil Général, le centre municipal de santé assure les vaccinations et le suivi du fichier vaccinal ainsi que des consultations de PMI et du planning familial.

Avec ses plus de 30 000 actes de soins par an, le centre municipal de santé est donc un élément majeur de la politique médico-sociale municipale.

Présentation des missions du C.C.A.S :

La municipalité mène une politique sociale active et ambitieuse. Établissement public administratif autonome, le Centre Communal d'Action Sociale met en œuvre une action de prévention et de développement social. À ce titre, il intervient auprès d'un public fragilisé par l'aide et l'accompagnement des personnes âgées, aides aux personnes handicapées, aux enfants, aux familles en difficulté, lutte contre les exclusions...

Il porte la politique sociale municipale en liaison étroite avec les partenaires publics et privés. Ainsi, l'action du secteur de l'action sociale et de l'insertion se décline en quatre axes principaux, les aides légales, les aides facultatives d'urgence, le projet de ville R.S.A., le Programme de Réussite Educative. Par ailleurs, le C.C.A.S. versera une subvention pour les frais de fonctionnement des loyers des locaux, l'approvisionnement alimentaire de l'épicerie solidaire en partenariat avec la Croix Rouge Française.

En parallèle, l'établissement développe des actions majeures en direction de nos seniors. La proximité, la solidarité, le temps libre, la lutte contre l'isolement et la prévention de la perte d'autonomie sont des priorités pour lesquelles nous proposons un accompagnement par des interventions diverses (aide à domicile, portage de repas, télé-assistance et animation loisirs).

Malgré un budget contraint cette année encore, l'établissement maintiendra un niveau élevé d'aides aux noiséens et noiséennes tout en poursuivant son travail de cohésion sociale sur le territoire en apportant les réponses les plus adaptées aux besoins sociaux exprimés par les plus en difficulté.

Les charges de personnel (chapitre 012) : 37 800 000 euros.

Le ratio dépenses de personnel (DP) rapporté aux dépenses réelles de fonctionnement s'établit à hauteur de 64,51 %.

Ce ratio restera élevé, en dépit d'une maîtrise de l'évolution de la masse salariale.

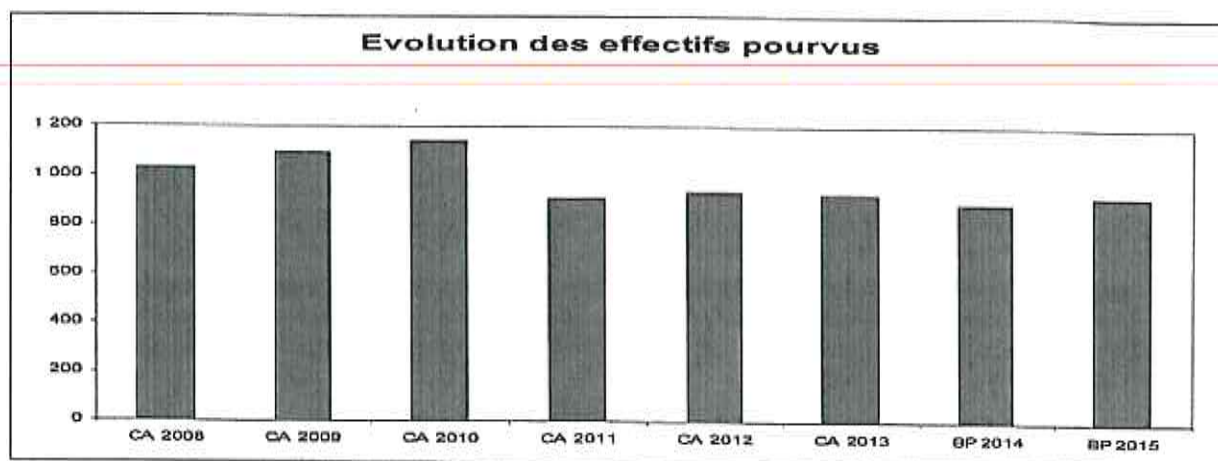
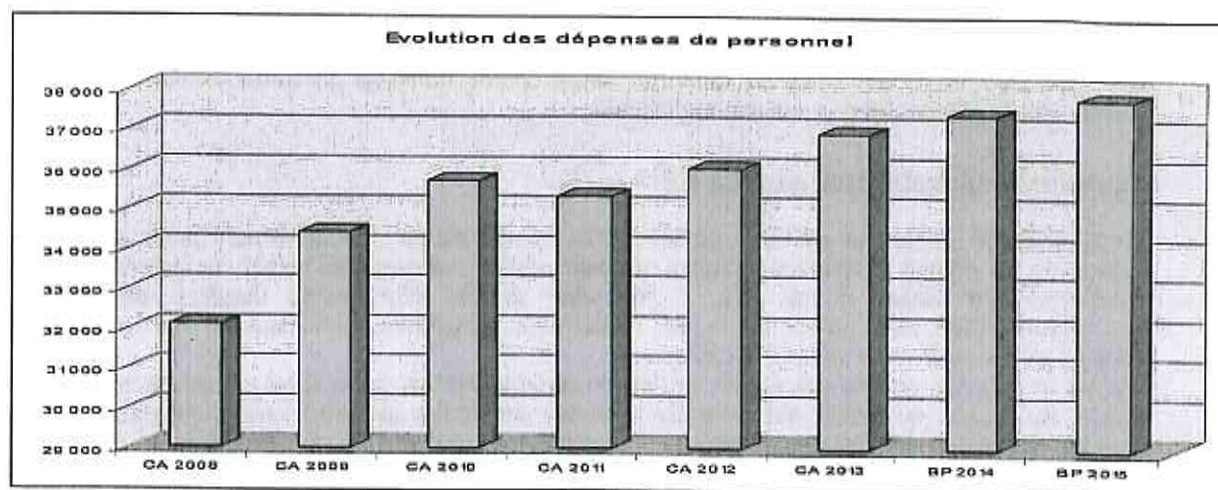
La collectivité a déjà mis en place plusieurs actions significatives, permettant d'une part de neutraliser l'effet du glissement vieillesse technicité (GVT) et d'autre part l'impact des mesures réglementaires décidées au niveau national, dont les conséquences financières sur les charges des collectivités locales ne sont pas négligeables.

Ces actions engagées dans le cadre de la préparation du BP 2015, impliquant l'ensemble des cadres de la collectivité dans leur mise en œuvre, sont notamment les suivantes :

- **maîtrise du plan de recrutement annuel** : cette maîtrise nécessite la continuité d'une gestion rigoureuse des effectifs et des emplois, en renforçant les dispositifs de développement des compétences favorisant les mobilités internes et les opportunités de reclassement.
- **maîtrise des heures supplémentaires et des remplacements** : la maîtrise durable impliquant une réorganisation du temps de travail de certains services à court terme,

La collectivité s'est engagée dans une politique de gestion des ressources humaines, afin de maintenir et d'optimiser l'attractivité de ses emplois, les conditions de travail et l'accompagnement des parcours professionnels de chacun, ainsi que l'appui aux encadrants dans leurs fonctions.

En vue de la préparation du BP 2016, et au-delà des mesures évoquées ci-dessous les pistes de réflexion engagées sont également de mettre en place des actions visant à prévenir l'absentéisme, et d'étudier, également dans un cadre concerté, les accords sur l'aménagement du temps de travail, les réorganisations de services nécessaires et la formalisation d'accords cadres sur la santé et la qualité de vie au travail.



o **Les autres charges de gestion courante (chapitre 65) : 4 541 721 euros**

Ce poste de dépenses concerne les subventions aux associations, les créances irrécouvrables, les indemnités et les frais de formation des élus et les contingents obligatoires.

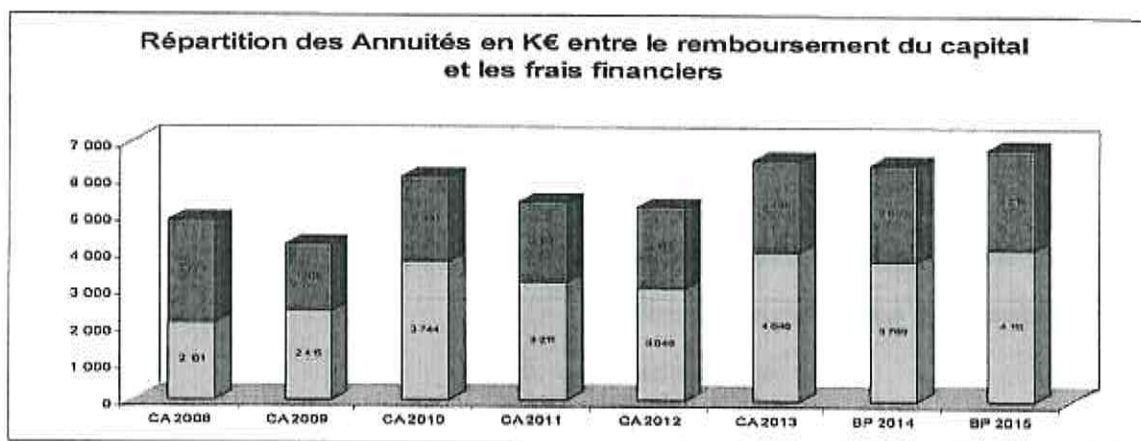
Il est à souligner que l'enveloppe budgétaire attribuée aux associations s'élève à 1 130 000 euros en 2015 (*montant 2014 reconduit*).

Le détail des subventions accordées à ce jour est présenté en annexe du budget.

Outre les subventions décidées, cet état indique qu'une somme est réservée pour attribuer en cours d'année des subventions aux associations qui n'ont pas encore transmis leurs comptes, comme le prévoit l'organisation en vigueur. Ces subventions seront donc déterminées ultérieurement, par délibération du Conseil Municipal.

o **Les charges financières (chapitre 66) : 2 596 969 euros**

L'état détaillé de la dette au 1^{er} janvier 2015 est présenté en annexe du budget.



o **Les charges exceptionnelles (chapitre 67) : 86 700 euros**

SECTION D'INVESTISSEMENT

Les crédits budgétaires liés aux investissements s'équilibrent en dépenses et recettes à hauteur de **16 013 620 euros**.

Comme pour la section de fonctionnement, la section d'investissement comprend les opérations réelles et les opérations d'ordre à savoir :

Recettes d'investissement : le virement de la section de fonctionnement à hauteur de 2 435 000 euros et la dotation aux amortissements pour 1 600 000 euros.

Au titre des opérations réelles d'investissement, deux particularités neutres budgétairement sont à signaler :

- Une enveloppe de 330 000 euros est inscrite en recettes et en dépenses pour permettre la réalisation de travaux pour compte d'autrui. Ce montant demeure indispensable notamment dans le

cadre de la prise en charge éventuelle de dépenses transférées à Est Ensemble et adossées aux conventions de mise à disposition de service.

Ce poste est totalement neutre au niveau budgétaire car les dépenses prises en charge font l'objet d'une refacturation à la CAEE.

- Une enveloppe de 700 000 euros est également inscrite en recette et en dépense pour permettre d'éventuelles consignations pour les opérations d'acquisitions foncières (chapitre 27).

1) Les recettes d'investissement

Elles s'établissent à hauteur de : 16 013 620 euros

Elles sont constituées des recettes d'ordre pour 4 035 000 € - ces dernières sont la contrepartie des dépenses d'ordre présentées en dépenses de la section de fonctionnement.

Les recettes réelles d'investissement inscrites au budget 2015 s'élèvent à 11 978 620 euros.
Leurs répartition s'établit comme suit :

o **Les dotations et fonds propres (chapitre 10) : 2 700 000 euros**

Cette ligne budgétaire est constituée du Fonds de Compensation de la TVA (estimé à 2,6 M€ en 2015) et des recettes liées à l'urbanisme (La taxe d'aménagement qui remplace la taxe locale d'équipement : 100 K€).

o **Les subventions d'investissement (chapitre 13) : 761 620 euros**

• Les subventions concernent notamment :

- ANRU Le Londeau : 300 K€
- ANRU Boissière : 150 K€
- Vidéo-protection : 128,62 K€
- Produit des amendes de police : 133 K€
- Participations pour travaux de voirie et de réseaux : 50 K€.

o **L'emprunt (chapitre 16) : 6 847 000 euros d'emprunts prévisionnels**

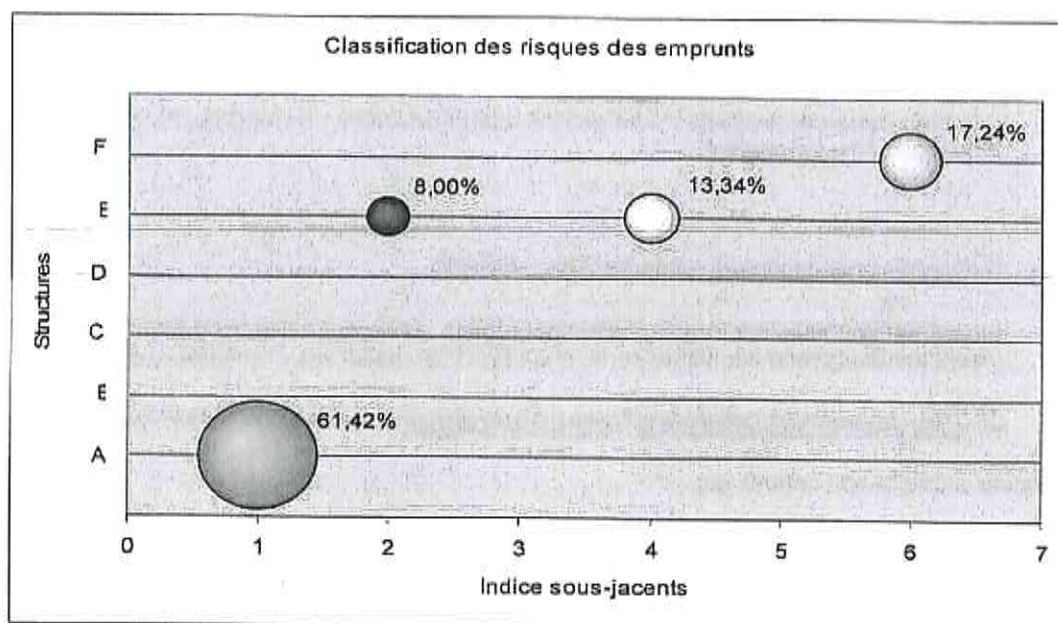
Avec une volonté de l'équipe municipale de désendettement de la ville, le montant maximum de l'emprunt prévu au budget primitif 2015 sera éventuellement amoindri en fonction du résultat de fonctionnement du compte administratif 2014.

L'état de la dette est annexé au budget.

Emprunts structurés :

Notre encours de dette au 1^{er} janvier 2015 s'établit à hauteur de 79 240 548 euros.

Notre dette structurée représente 30 464 746 euros soit 38,5 % de notre encours total.



L'encours concerné par notre exposition au risque contient 7 prêts dont la classification Gissler permet aux collectivités de mesurer et d'appréhender selon les indices sous-jacents (classement de 1 à 5) et la structuration des prêts (entre A et F) le plus ou moins grand degré tant sur la complexité que sur le risque encouru des produits identifiés.

Le risque lié à la « structure » du produit dépend de la classification allant de A à F.

Indices sous-jacents – structuration	Encours
A1 - Taux fixe simple, taux variable simple Indices zone euro	48 775 802 € 61,42 % de l'encours (24 emprunts) Pas d'exposition au risque des marchés
B - Barrière simple. Pas d'effet de levier	Pas d'encours
C - Option d'échange (swaption)	Pas d'encours
D - Multiplicateur jusqu'à 3 Multiplicateur jusqu'à 5 capé	Pas d'encours
E2 - Multiplicateur jusqu'à 5 Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	6 295 260 € 8 % de l'encours (2 emprunts)
E4 – Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	10 511 335 € 13,34 % de l'encours (3 emprunts)
F6 – Autres indices – « Hors charte »	13 658 151 € 17,24 % de l'encours (2 emprunts)

Années	Total des investissements	Montant adossé à la mobilisation des emprunts	Dont notamment
2011	15,48 M€	2,40 M€	4,6 M€ sur le groupe scolaire Léo Lagrange, 1,3 M€ destiné au parc des Guillaumes.
2012	15,30 M€	6,7 M€	2,2 M€ sur le groupe scolaire Léo Lagrange, 0,842 M€ relative au parc des Guillaumes.
2013	18,38 M€	7,1 M€	6,9 M€ pour le groupe scolaire Léo Lagrange.

- Dépôts et cautionnements (chapitre 165) : 10 K€

- Autres immobilisations financières (chapitre 27) : 700 K€. Il s'agit d'une régularisation comptable sollicitée par notre Trésorier. Les deux chapitres ci-dessus sont neutres budgétairement ; la contrepartie est prévue en dépenses d'investissement.

- Subventions d'équipement (chapitre 204) : 630 K€

Il s'agit également d'une régularisation comptable. Cette opération est neutralisée par une inscription budgétaire identique sur le chapitre 27 en dépenses d'investissement.

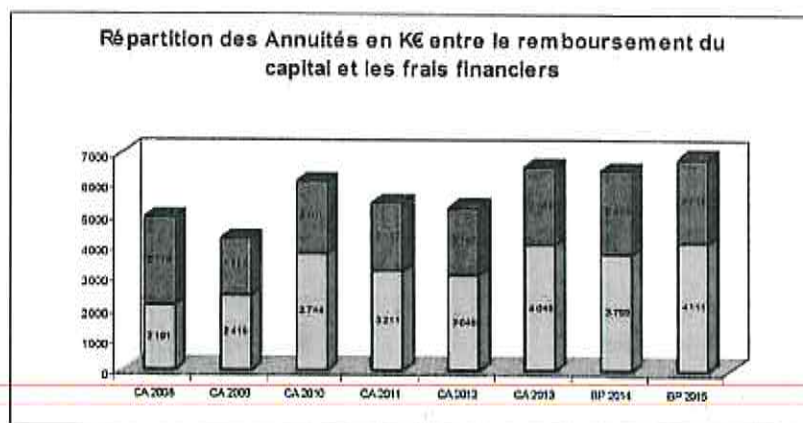
2) Les dépenses réelles d'investissement : 16 013 620 euros

Ces dépenses s'établissent comme suit :

- Les subventions d'investissement versées (chapitre 13) : 50 000 euros.

Il s'agit de participations pour travaux de voirie et réseaux – poste budgétaire neutralisé par une dotation identique en recette.

- Les remboursements d'emprunts (chapitre 16) : 4 111 241 euros.



- Les dépenses liées aux immobilisations incorporelles (chapitre 20) : 210 000 euros

Ces crédits budgétaires concernent essentiellement les frais d'études et les achats de licences.

- Les subventions d'équipements versées (chapitre 204) :
 - 841 668 euros dont :
 - * 602 430 euros correspondant à la participation de la ville à la CAEE pour la Zac de l'Ourcq,
 - * 120 000 euros destinés aux Autolib,
 - * 119 238 euros pour le contingent incendie.
- Les autres immobilisations financières (chapitre 27) : 3 307 211 euros.

Cette ligne budgétaire est dédiée principalement aux deux participations financières à la CAEE conformément à la convention de cofinancement à savoir :

- * Conservatoire : 1 351 640 euros,
- * Parc des Guillaumes : 630 000 euros (régularisation comptable),

- * Parc des Guillaumes : 625 571 euros (solde de la participation),
- * 700 000 euros : (régularisation comptable).

o **Les dépenses liées aux immobilisations corporelles (chapitre 21) : 2 996 000 euros.**

Les principaux postes budgétaires s'établissent comme suit :

- * les travaux destinés à la climatisation du Théâtre des Bergeries : 150 000 euros,
- * les travaux de sécurité sur le parking des découvertes : 90 000 euros,
- * la mise en sécurité aux abords des écoles : 150 000 euros,
- * la réfection du chauffage à l'espace Gérard Philipe : 100 000 euros,
- * les acquisitions foncières : 400 000 euros,
- * l'informatique et la téléphonie : 300 000 euros : ces crédits budgétaires pallieront essentiellement à procéder au renouvellement partiel du parc informatique et du parc d'impression, de mettre en place un plan de continuité d'activité des systèmes d'information, de procéder à la modernisation des outils de gestion des services, de financer des installations et extensions d'alarmes anti-intrusions dans les bâtiments publics et la modernisation de la « solution » téléphonique.

Il est à souligner les crédits budgétaires relatifs aux coûts de maintenance permettant le maintien de notre patrimoine communal qui s'établit comme suit :

- * 400 000 euros alloués aux équipements scolaires et périscolaires,
- * 200 000 euros dédiés à l'éclairage public,
- * 175 000 euros pour la voirie,
- * 200 000 euros pour les équipements sportifs et de loisirs,
- * 50 000 euros destinés aux équipements sanitaires et sociaux,
- * 100 000 euros pour la culture.

Enfin, il est également prévu le remplacement de chaudières au fioul en chaudières à gaz qui permettra de générer de fortes économies et de s'adosser à l'Agenda 21, un budget à hauteur de 250 000 euros pour le service centralisateur des achats, la somme de 95 000 euros pour doter les régies du CTM et enfin, une enveloppe de 35 000 euros affectée au garage.

o **Les dépenses d'équipement globalisées (chapitre 23) : 4 157 500 euros**

Les dépenses d'équipement sont articulées autour de deux thématiques :

1. Les crédits nouveaux octroyés,
2. Les dépenses liées aux Autorisations de Programmes.

1. Les crédits alloués aux Investissements hors AP/CP : 2 007 500 euros

Les principaux travaux programmés en 2015 hors Autorisations de Programmes (AP) s'établissent comme suit :

Dans le secteur sportif, les crédits budgétaires concernent la démolition de la piscine (400 000 euros), la construction du Club House/Tir à l'arc (150 000 euros), la fin des travaux du gymnase Coubertin (150 000 euros) et des études de sols au parc Huvier (50 000 euros).

Les autres postes budgétaires concernent principalement la vidéo-protection (685 000 euros), la participation de la Ville destinée au Département et relative aux travaux opérés rue de Brément (170 000 euros), les travaux opérés sur la voirie (235 000 euros) et la poursuite du déploiement des stations Autolib (120 000 euros).

Une somme de 150 000 euros sera consacrée au programme d'accessibilité.

2. Les crédits relatifs aux autorisations de programmes – crédits paiements (AP/CP) s'élèvent à 2 150 000 euros.

Ils se répartissent de la façon suivante :

- Extension – reconstruction du groupe scolaire Langevin - maternelle : 200 000 euros,
- ANRU du Londeau – Aménagement des espaces publics : 900 000 euros,
- Aménagement du Groupe Scolaire Jean Renoir : 750 000 euros,
- ANRU Boissière : 300 000 euros.

Malgré une baisse des dotations impactant fortement les collectivités territoriales et ce, dans le cadre d'un budget contraint, la municipalité a élaboré le budget primitif 2015 de façon rigoureuse afin de maintenir un service public de qualité et de répondre aux attentes et aux besoins des noiséens.

DELIBERATION

Le conseil,

Vu les articles L.2312-1, L.2312-2, et L.2312-3 du code général des collectivités territoriales, concernant les modalités du vote du Budget primitif dans les communes,

Vu l'ordonnance du 26 août 2006 et le décret du 27 décembre 2005, portant modification à compter de l'exercice 2006, de l'instruction budgétaire et comptable M.14,

Vu l'article 1639 A du code général des impôts qui prévoit le vote du produit fiscal et la fixation des taux des trois taxes directes,

Vu le projet de Budget Primitif 2015,

Considérant que le produit fiscal attendu s'établit à hauteur de 24 424 526 euros,

Considérant l'équilibre des sections de fonctionnement et d'investissement,

Considérant la tenue du débat d'orientations budgétaires le 12 février dernier,

Sur proposition de monsieur le maire,

Se prononçant par chapitre,

La commission Finances – Développement économique consultée,

DELIBERE

Article 1 :

Le produit fiscal attendu s'élève à hauteur de 24 424 526 euros.

Les taux des trois taxes directes locales s'établissent comme suit :

Taxes	Taux	Variation 2015/2014
Taxe d'habitation	17,73 %	+ 0 %
Taxe foncière	28,64 %	+ 0 %
Taxe foncière (non bâti)	25,01 %	+ 0 %

Miloud Gherras ne prend pas part au vote (absent).

POUR 32 VOIX

MAJORITE MUNICIPALE

CONTRE 9 VOIX

**GROUPE ROUGE ET VERTE LA GAUCHE
ENSEMBLE, GROUPE SOCIALISTE**

ABSTENTION 1 VOIX

Ibrahim DIARRA

LA DELIBERATION EST ADOPTEE

Article 2 :

La recette est inscrite au budget primitif 2015 chapitre 73 à l'article 73111 « contributions directes » en opérations non ventilables rubrique 01.

Miloud Gherras ne prend pas part au vote (absent).

UNANIMITE

LA DELIBERATION EST ADOPTEE

Article 3 :

Décide d'adopter l'ensemble des chapitres du budget.

Et approuve le budget primitif 2015 de la ville dans les conditions d'équilibre suivantes :

Sections	Fonctionnement	Investissement
Dépenses	62 631 000 €	16 013 620 €
Recettes	62 631 000 €	16 013 620 €

La présentation par chapitre s'établit comme suit:

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Dépenses

Chapitre	Libellé	BP 2015
011	Charges à caractère général	13 570 610 €
012	Charges de personnel et frais assimilés	37 800 000 €
65	Autres charges de gestion courante	4 541 721 €
66	Charges financières	2 596 969 €
67	Charges exceptionnelles	86 700 €
Total des dépenses réelles de fonctionnement		58 596 000 €
023	Virement à la section d'investissement	2 435 000 €
042	Opérations d'ordre de transfert entre section	1 600 000 €
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		4 035 000 €
TOTAL		62 631 000 €

Miloud Gherras ne prend pas part au vote (absent).

POUR 32 VOIX

MAJORITE MUNICIPALE

CONTRE 10 VOIX

**GROUPE ROUGE ET VERTE LA GAUCHE
ENSEMBLE, GROUPE SOCIALISTE, Ibrahim
DIARRA**

LE CHAPITRE EST ADOPTE

Recettes

Chapitre	Libellé	BP 2015
013	Atténuation de charges	420 300 €
70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	4 254 380 €
73	Impôts et taxes	40 653 665 €
74	Dotations et participations	16 523 312 €
75	Autres produits de gestion courante	754 243 €
76	Produits financiers	0 €
77	Produits exceptionnels	25 100 €
Total des recettes réelles de fonctionnement		62 631 000 €
TOTAL		62 631 000 €

Miloud Gherras ne prend pas part au vote (absent).

POUR 32 VOIX

MAJORITE MUNICIPALE

CONTRE 10 VOIX

**GROUPE ROUGE ET VERTE LA GAUCHE
ENSEMBLE, GROUPE SOCIALISTE, Ibrahim
DIARRA**

LE CHAPITRE EST ADOPTE

SECTION D'INVESTISSEMENT

Dépenses

Chapitre	Libellé	BP 2015
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	210 000 €
204	Subventions d'équipement versées	841 668 €
21	Immobilisations corporelles	2 996 000 €
23	Immobilisations en cours	2 007 500 €
	Total des opérations d'équipements (CP)	2 150 000 €
Total des dépenses d'équipements		8 205 168 €
13	Subventions d'investissement	50 000 €
16	Emprunts et dettes assimilées (dont165)	4 121 241 €
27	Autres immobilisations financières	3 307 211 €
45..1	<i>Total opérations pour compte de tiers</i>	330 000 €
Total des dépenses réelles d'investissement		16 013 620 €
TOTAL		16 013 620 €

Miloud Gherras ne prend pas part au vote (absent).

POUR 32 VOIX

MAJORITE MUNICIPALE

CONTRE 10 VOIX

**GROUPE ROUGE ET VERTE LA GAUCHE
ENSEMBLE, GROUPE SOCIALISTE, Ibrahim
DIARRA**

LE CHAPITRE EST ADOPTE

Recettes

Chapitre	Libellé	BP 2015
13	Subventions d'investissement	761 620 €
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	6 847 000 €
204	Subventions d'équipement	630 000 €
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	2 700 000 €
165	Dépôt et cautionnement reçus	10 000 €
27	Autres immobilisations financières	700 000 €
024	Produits des cessions d'immobilisations	0 €
45..2	Total opérations .pour compte de tiers	330 000 €
Total des recettes réelles d'investissement		11 978 620 €
021	Virement de la section de fonctionnement	2 435 000 €
040	Opérations.d'ordre entre sections : Amortissements	1 600 000 €
Total des recettes d'ordre d'investissement		4 035 000 €
TOTAL		16 013 620 €

Miloud Gherras ne prend pas part au vote (absent).

POUR	32 VOIX	MAJORITE MUNICIPALE
CONTRE	10 VOIX	GROUPE ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE, GROUPE SOCIALISTE, Ibrahim DIARRA

LE CHAPITRE EST ADOPTE

Le maire met au vote l'ensemble des chapitres du budget :

Miloud Gherras ne prend pas part au vote (absent).

POUR	32 VOIX	MAJORITE MUNICIPALE
CONTRE	10 VOIX	GROUPE ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE, GROUPE SOCIALISTE, Ibrahim DIARRA

LA DELIBERATION EST ADOPTEE

Article 4 :

Approuve les subventions aux associations (dont la liste est présentée en annexe du budget), ainsi que l'ensemble des annexes budgétaires.

Monsieur Jean-Paul LEFEBVRE propose l'amendement suivant : substituer à la subvention prévue pour l'association ARIVEM d'un montant de 1000 €, une subvention de 500 € au profit du Secours catholique ainsi qu'une subvention de 500 € au profit du Secours populaire.

Miloud Gherras ne prend pas part au vote (absent).

POUR	3 VOIX	GROUPE SOCIALISTE
ABSTENTION	7 VOIX	GROUPE ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE Alexandre BEN HAIM

CONTRE

32 VOIX

MAJORITE MUNICIPALE, Ibrahim DIARRA

L'AMENDEMENT EST REJETE

Le maire met au vote l'article 4.

Maryvonne MOYA, Guillaume SALOMON et Yveline JEN ne prennent pas part au vote (conseillers intéressés) ainsi que Miloud Gherras (absent).

POUR

29 VOIX

MAJORITE MUNICIPALE

ABSTENTION

10 VOIX

GROUPE ROUGE ET VERTE LA GAUCHE
ENSEMBLE, GROUPE SOCIALISTE,
Ibrahim DIARRA

LA DELIBERATION EST ADOPTEE

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

2015/04-02 - DIRECTION DES FINANCES

AUTORISATIONS DE PROGRAMMES (AP) ET CRÉDITS DE PAIEMENTS (CP) BUDGET VILLE 2015

Rapporteur : Monsieur Dref MENDACI

La procédure d'autorisation de programme/crédit de paiement (AP/CP) vise à planifier non seulement sur le plan financier mais aussi organisationnel et logistique, la mise en œuvre des investissements.

Les autorisations de programme constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements. Les crédits de paiement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations de programme correspondantes. L'équilibre budgétaire de la section d'investissement s'apprécie en tenant compte des seuls crédits de paiement.

Avec le vote du Budget, il est nécessaire de voter les nouveaux montants relatifs aux opérations prévues budgétairement sous forme d'AP/CP.

Ainsi, dans le cadre du Budget Primitif 2015, les AP/CP vont faire l'objet des ajustements suivants :

La procédure d'autorisation de programme/crédit de paiement (AP/CP) vise à planifier non seulement sur le plan financier mais aussi organisationnel et logistique, la mise en œuvre des investissements.

Il est proposé au conseil municipal la création de deux nouvelles autorisations de programmes afin de prévoir de façon pluriannuelle les crédits relatifs aux opérations ci dessous :

Autorisations de programmes			échancier prévisionnel de CP					
Libellé	Année	Montant affecté	2015	2016	2017	2018	2019	2020
N° 12 – Restructuration groupe scolaire Paul Langevin	2015	15 000 000	200 000	0	150 000	900 000	6 550 000	7 200 000
N° 13 – ANRU Boissière – Aménagement de l'espace extérieur	2015	2 350 000	300 000	1 700 000	350 000			
Total		17 350 000	500 000	1 700 000	500 000	900 000	6 550 000	7 200 000

ainsi que les ajustements et les adaptations ci dessous :

Autorisations de programmes				échéancier prévisionnel de CP					
Libellé	Année	Montant affecté	Réalisations antérieures	2015	2016	2017	2018	2019	2020
N° 10 – ANRU Londeau – Aménagement de l'espace extérieur	2013	3 850 000	67 000	900 000	1 800 000	1 083 000			
N° 11 – Extension groupe scolaire Jean Renoir	2014	19 500 000	40 000	750 000	2 600 000	4 620 000	6 552 500	0	4 937 500
N° 12 – Restructuration groupe scolaire Paul Langevin	2015	15 000 000		200 000	0	150 000	900 000	6 550 000	7 200 000
N° 13 – ANRU Boissière – Aménagement de l'espace extérieur	2015	2 350 000		300 000	1 700 000	350 000			
Total		40 700 000	107 000	2 150 000	6 100 000	6 203 000	7 452 500	6 550 000	12 137 500

Autorisations de programmes			Financements		
Libellé	Année	Montant AP affecté	Subventions	FCTVA	Autofinancement et Emprunt
N° 10 – ANRU Londeau – Aménagement de l'espace extérieur	2013	3 850 000	1 160 250	606 693	2 083 057
N° 11 – Extension groupe scolaire Jean Renoir	2014	19 500 000	6 850 000	3 073 395	9 576 605
N° 12 – Restructuration groupe scolaire Paul Langevin	2015	15 000 000	0	2 364 150	12 635 850
N° 13 – ANRU Boissière – Aménagement de l'espace extérieur	2015	2 350 000	1 562 500	370 384	417 116
Total		38 350 000	8 010 250	6 044 238	24 295 512

et la clôture de l'autorisation de programme ci dessous :

Autorisations de programmes			
Libellé	Année	Montant affecté	Réalisations antérieures
N° 9 – Extension du Groupe Scolaire Léo Lagrange	2012	16 700 000	16 116 807

En fonction des éléments présentés ci dessus, le montant des dépenses total affecté aux AP s'élève à 40 700 000 euros.

Les Crédits de Paiement (CP) correspondants sont inscrits au Budget primitif 2015 et s'élèvent à 2 150 000 euros.

DELIBERATION

Le conseil,

Vu l'article L 2311-3 du code général des collectivités territoriales,

Vu la nomenclature comptable M 14,

Vu le débat d'orientations budgétaires du 12 février 2015,

Vu le Budget Primitif 2015 et ses annexes du 8 avril 2015,

Considérant la nécessité de clôturer l'autorisation de programme n°9 "Extension groupe scolaire Léo Lagrange", d'adapter et d'ajuster les autorisations de programmes n°10 "ANRU Londeau – Aménagement de l'espace extérieur" et n°11 "Extension groupe scolaire Jean Renoir", de créer les autorisations de programmes n°12 "Restructuration groupe scolaire Paul Langevin" et n°13 "ANRU Boissière – Aménagement de l'espace extérieur".

La Commission Finances – Développement économique consultée,

DELIBERE

Article 1^{er} :

Les autorisations de programmes et les crédits de paiement correspondants sont ajustés et modifiés, conformément au tableau détaillé ci-dessous. Le montant des autorisations de programmes relatives à ces opérations est adopté pour un total de **40 700 000 euros**.

Autorisations de programmes				échéancier prévisionnel de CP					
Libellé	Année	Montant affecté	Réalisations antérieures	2015	2016	2017	2018	2019	2020
N° 10 – ANRU Londeau – Aménagement de l'espace extérieur	2013	3 850 000	67 000	900 000	1 800 000	1 083 000			
N° 11 – Extension groupe scolaire Jean Renoir	2014	19 500 000	40 000	750 000	2 600 000	4 620 000	6 552 500	0	4 937 500
N° 12 – Restructuration groupe scolaire Paul Langevin	2015	15 000 000		200 000	0	150 000	900 000	6 550 000	7 200 000
N° 13 – ANRU Boissière – Aménagement de l'espace extérieur	2015	2 350 000		300 000	1 700 000	350 000			
Total		40 700 000	107 000	2 150 000	6 100 000	6 203 000	7 452 500	6 550 000	12 137 500

Autorisations de programmes			Financements		
Libellé	Année	Montant AP affecté	Subventions	FCTVA	Autofinancement et Emprunt
N° 10 – ANRU Londeau – Aménagement de l'espace extérieur	2013	3 850 000	1 160 250	606 693	2 083 057
N° 11 – Extension groupe scolaire Jean Renoir	2014	19 500 000	6 850 000	3 073 395	9 576 605
N° 12 – Restructuration groupe scolaire Paul Langevin	2015	15 000 000	0	2 364 150	12 635 850
N° 13 – ANRU Boissière – Aménagement de l'espace extérieur	2015	2 350 000	1 562 500	370 384	417 116
Total		38 350 000	8 010 250	6 044 238	24 295 512

Article 2 : Les crédits de paiement y afférent sont inscrits au budget 2015 à hauteur de **2 150 000 euros**.

Article 3 : Les autorisations des programmes suivantes sont créées :

Autorisations de programmes			échéancier prévisionnel de CP					
Libellé	Année	Montant affecté	2015	2016	2017	2018	2019	2020
N° 12 – Restructuration groupe scolaire Paul Langevin	2015	15 000 000	200 000	0	150 000	900 000	6 550 000	7 200 000
N° 13 – ANRU Boissière – Aménagement de l'espace extérieur	2015	2 350 000	300 000	1 700 000	350 000			
Total		17 350 000	500 000	1 700 000	500 000	900 000	6 550 000	7 200 000

Article 4 :

L'autorisation de programme suivante est clôturée :

Autorisations de programmes			
Libellé	Année	Montant affecté	Réalisations antérieures
N° 9 – Extension du Groupe Scolaire Léo Lagrange	2012	16 700 000	16 116 807
Total		16 700 000	16 116 807

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Miloud GHERRAS ne prend pas part au vote (absent).

POUR 32 VOIX MAJORITE MUNICIPALE

ABSTENTION 10 VOIX GROUPE SOCIALISTE, GROUPE ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE, Ibrahim DIARRA

LA DELIBERATION EST ADOPTEE

2015/04-03 - DIRECTION DES FINANCES

GARANTIE D'EMPRUNT AU PROFIT DE LA SAEM NOISY-LE-SEC HABITAT DESTINÉE A FINANCER L'OPÉRATION DE CONSTRUCTION DE 12 LOGEMENTS COLLECTIFS PSLA SITUÉE RUE FRÉPILLON A NOISY-LE-SEC

Rapporteur : Dref MENDACI

La SAEM Noisy-le-Sec Habitat sollicite la garantie d'emprunt de la commune par son courrier du 20 mars 2015 portant sur l'opération d'acquisition en VEFA de 12 logements en Prêt Social de Location Accession (PSLA) située au 16 rue Frépillon à Noisy-le-Sec.

Rappel du contexte et détail de l'opération :

Dans un contexte tendu d'accession difficile des Noiséens à la propriété, la SAEM Noisy-le-Sec Habitat réaffirme son rôle historique de constructeurs de logements.

Le conseil d'administration de la SAEM, sur proposition de la nouvelle direction a souhaité développer son action en faveur des foyers candidats à l'accession sociale à la propriété et leur permettre de rester à Noisy-le-Sec avec une offre immobilière répondant à leurs capacités financières.

La SAEM NOISY-LE-SEC HABITAT a ainsi signé le 13 novembre 2014, avec le promoteur NACARAT, un contrat de réservation pour l'acquisition en VEFA de 12 logements en Prêt Social de Location Accession (PSLA) sis 16 rue Frépillon à Noisy-le-Sec.

Ce programme consiste à favoriser l'accession à la propriété par le biais d'une période de location pouvant aller jusqu'à 5 ans.

Une demande d'agrément a été déposée pour cette opération à la Préfecture de la Seine-Saint-Denis et les loyers appliqués seront plafonnés.

L'accédant bénéficiera d'une diminution sur le prix de vente tous les ans de 1% ainsi que d'une part de la redevance qu'il verse tous les mois en complément de son loyer jusqu'à la levée d'option.

Le programme immobilier est composé de 7 logements de type 3 et 5 logements de type 4 pour une Surface Habitable de 834,37 m².

Le montant de l'opération de construction de 12 logements de la SAEM Noisy-le-Sec Habitat relatif à l'opération est de 2 206 815,47 €.

Ce prêt est consenti par ARKEA Banque, filiale spécialisée de l'économie sociale du Groupe Crédit Mutuel.

Description générale du dispositif :

Le Prêt social location-accession (PSLA) est un prêt conventionné qui peut-être consenti à des opérateurs (organismes HLM, SEM, promoteurs privés...) pour financer la construction ou l'acquisition de logements neufs. L'opérateur qui bénéficie d'un PSLA doit avoir obtenu un agrément préfectoral et signer une convention.

Ce prêt permet de financer le préfinancement et l'acquisition des 12 logements en vue de les rendre éligibles au PSLA.

Plan de financement :

Montant de l'opération : 2 206 815,47 €

Financements :

- Emprunts à garantir PSLA : 2 206 815,47 € soit 100%

Les caractéristiques du prêt sont les suivantes :

- Montant du prêt : 2 206 815,47 euros
- Commission d'engagement de 0,20 % du montant
- Durée totale du prêt : 30 ans maximum
- Phase préalable de mobilisation : Possible de 3 à 24 mois
- Amortissement : Progressif
- Périodicité : Annuelle
- Conditions financières : 2,00% indexé Livret A*

*Le taux d'intérêt indiqué ci-dessus est susceptible de varier en fonction de la variation du taux du Livret A.
(Livret A : 1,00 % à ce jour)*

L'organisme prêteur subordonne son concours à la condition que le remboursement de l'emprunt sollicité par SAEM Noisy-le-Sec Habitat soit garanti par la Commune.

Il est demandé au conseil municipal de garantir l'emprunt sollicité par la SAEM Noisy-le-Sec Habitat auprès de Arkéa, filiale du Crédit Mutuel d'un montant de 2 206 815,47 euros relatif à l'opération de construction de 12 logements PSLA.

DELIBERATION

Le conseil,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2252-1 et L. 2252-2,

Vu l'article 2298 du code civil,

Vu la demande formulée par la SAEM Noisy-le-Sec Habitat en date du 20 mars 2015 concernant la garantie communale à hauteur de 100% du montant à emprunter auprès de Arkéa Filiale du Crédit Mutuel destinée à financer l'opération d'acquisition en VEFA de 12 logements collectifs PSLA située au 16 rue Frépillon à Noisy-le-Sec,

Considérant les modalités de garanties d'emprunts présentées dans la demande de la SAEM Noisy-le-SecHabitat tendant à obtenir la garantie financière de la Ville à hauteur de 100% du montant emprunté de deux millions deux cents six mille huit cents quinze euros et quarante sept centimes (2 206 815,47 euros),

D E L I B E R E

Article 1 :

La commune de Noisy-le-Sec accorde sa garantie à hauteur de 100% pour le remboursement de l'emprunt de deux millions deux cents six mille huit cents quinze euros et quarante sept centimes (2 206 815,47 euros), que la SAEM Noisy-le-Sec Habitat souhaite contracter auprès de Arkéa Filiale du Crédit Mutuel.

Ce prêt amélioré est destiné à financer l'opération d'acquisition en VEFA de 12 logements collectifs PSLA.

Article 2 :

Les caractéristiques du prêt sont les suivantes :

- Montant du prêt : 2 206 815,47 euros
- Commission d'engagement de 0,20 % du montant
- Durée totale du prêt : 30 ans maximum
- Phase préalable de mobilisation : Possible de 3 à 24 mois
- Amortissement : Progressif
- Périodicité : Annuelle
- Conditions financières : 2,00% indexé Livret A*

*Le taux d'intérêt indiqué ci-dessus est susceptible de varier en fonction de la variation du taux du Livret A et/ou du taux de commissionnement des réseaux collecteurs.
(Livret A : 1,00 % à ce jour)*

Article 3 :

La garantie de la commune est accordée pour la durée totale du prêt et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SAEM Noisy-le-Sec Habitat, dont il ne serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de Arkéa Filiale du Crédit Mutuel, la collectivité s'engage à se substituer à la SAEM Noisy-le-Sec Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 4 :

La ville s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges des emprunts à la hauteur de 100% garanti.

Article 5 :

Autorise monsieur le maire ou son représentant à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre Arkéa Filiale du Crédit Mutuel et la SAEM Noisy-le-Sec Habitat.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Miloud GHERRAS ne prend pas part au vote (absent).

POUR 32 VOIX MAJORITE MUNICIPALE

**ABSTENTION 10 VOIX GROUPE SOCIALISTE, GROUPE ROUGE ET VERTE LA
GAUCHE ENSEMBLE, Ibrahim DIARRA**

LA DELIBERATION EST ADOPTEE

2015/04-04 - DIRECTION DES ACHATS ET DES MARCHÉS PUBLICS

APPROBATION DE LA CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDE ENTRE LA VILLE DE NOISY-LE-SEC ET LA VILLE DE BONDY - POUR L'ORGANISATION D'ACTIVITÉS DE LOISIRS TOUT PUBLIC DANS LE CADRE DE L'INITIATIVE ÉTÉ DU CANAL 2015

Rapporteur : Madame Marie-Rose HARENGER

Depuis maintenant 7 ans, les villes de Bondy et de Noisy-le-Sec, avec la coopération du Comité Départemental de Tourisme (C.D.T), unissent leurs efforts financiers et humains pour proposer pendant un mois sur les bords du canal, une manifestation estivale, tout public. Elle a comme animation principale un Parc Nautique Urbain, complété par différentes activités sportives et ludiques.

Cette initiative a pour objectif de permettre aux habitants des deux villes de découvrir ces espaces, et de se (ré)approprier les berges du canal et de permettre aux nombreux habitants de nos villes qui ne partent pas en vacances d'accéder à des activités de plein air gratuites.

Le succès de la manifestation se maintient avec 30 512 personnes venues participer en 2014.

Aussi la Ville de Noisy-le-Sec souhaite-t-elle, avec la Ville de Bondy, et toujours en lien avec le Comité du Tourisme, renouveler le partenariat et proposer des animations autour du canal de l'Ourcq du 3 juillet au 2 août 2015.

Afin de permettre la réalisation de ces activités dans le cadre de la réglementation des marchés publics, une mise en concurrence doit être effectuée.

Le montant total de ce marché est estimé à 130 000 euros TTC. L'allotissement prévisionnel est le suivant :

- Aménagement d'un parc nautique urbain temporaire,
- Agent d'accueil et de médiation, agent de sécurité cynophile,
- Aménagement d'un réseau électrique provisoire,
- Personnel de sécurité terrestre,
- Personnel de sécurité nautique,
- Location de trampoline 4 praticables avec élastiques et baudriers,
- Location de parcours acrobatique en hauteur,
- Location d'une structure labyrinthe,
- Location d'une structure gonflable parcours d'obstacle,
- Location d'une structure sol gonflable,
- Location d'ateliers sportifs ou de loisirs terrestres.

Il convient de constituer un groupement de commande entre les Villes de Bondy et de Noisy-le-Sec pour coordonner le financement et la passation de cette procédure. A cette fin, une convention constitutive d'un groupement de commande en application de l'article 8 du code des marchés publics, entre les deux villes, est proposée.

- Il est demandé au conseil municipal d'approuver les termes de la convention et d'autoriser le maire ou son représentant à signer la convention ainsi que toutes pièces s'y rapportant.

DELIBERATION

Le conseil,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code des marchés publics, et notamment son article 8,

Considérant l'intérêt d'organiser des activités de loisirs sur les berges du canal de l'Ourcq, les villes de Bondy et de Noisy-le-Sec ont décidé de renouveler leur partenariat afin de proposer aux habitants des deux villes des animations autour du canal de l'Ourcq du 3 juillet au 2 août 2015, dans le cadre de l'initiative « Été du canal 2015 »,

Considérant qu'il y a lieu de constituer un groupement de commande entre les villes de Bondy et Noisy-le-Sec, afin de passer ce marché,

Considérant le projet de convention constitutive d'un groupement de commande entre la ville de Bondy et la Ville de Noisy-le-Sec, relative à l'organisation d'activités de loisirs tout public dans le cadre de l'initiative « Été du canal 2015 » et la répartition du coût de ces prestations à hauteur de 50% pour chacune des deux villes,

DELIBERE

Article 1 :

Approuve la convention constitutive du groupement de commandes pour l'organisation de la manifestation « L'été au canal 2015 ».

Article 2 :

Les coûts relatifs au fonctionnement du groupement sont répartis de la manière suivante :

- 1/2 pour la ville de Noisy-le-Sec ;
- 1/2 pour la ville de Bondy.

Article 3 :

Autorise monsieur le maire ou son représentant à prendre toutes mesures d'exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Dit que les crédits correspondants seront inscrits au Budget Primitif 2015.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Miloud GHERRAS ne prend pas part au vote (absent).

UNANIMITE

LA DELIBERATION EST ADOPTEE

2015/04-05 - DIRECTION DES SPORTS ET DE LA JEUNESSE

CONVENTIONS D'OBJECTIFS ET DE MOYENS DES ASSOCIATIONS SPORTIVES POUR L'ANNÉE 2015

Rapporteur : Sarra BENALI

Fort de 39 associations sportives et près de 4400 licenciés, Noisy-le-Sec ville sportive, mène une politique publique dynamique et volontariste pour le développement et le soutien du sport dans notre ville.

Soutenir le secteur sportif est une volonté municipale qui permet d'impulser auprès des associations noiséennes une politique sportive permettant la création de section en faveur du sport féminin, la mise en place de projets pour développer une pratique sportive partagée ou en faveur de sportifs porteur de handicap mais aussi pour soutenir le sport de haut niveau.

Les axes de cette politique sportive ambitieuse mis en place par la direction des sports et de la jeunesse se traduisent également par :

- un soutien actif et renforcé aux sports scolaires,
- des animations sportives destinées à tous les jeunes noiséens,
- des événementiels sportifs destinés aux associations et aux jeunes de tous les quartiers,
- un soutien financier, logistique et technique aux associations.

Le soutien aux associations sportives se traduit par des aides indirectes et directes mais également par des partenariats nombreux sur différents projets.

Les aides indirectes attribuées aux associations par la ville se traduisent notamment par la signature d'une convention de mise à disposition de locaux pour la pratique sportive des adhérents. Des aides directes sont également attribuées sous la forme de subventions de fonctionnement.

"L'autorité administrative qui attribue une subvention doit, lorsque cette subvention dépasse un seuil défini par décret, conclure une convention avec l'organisme de droit privé qui en bénéficie, définissant l'objet, le montant et les conditions d'utilisation de la subvention attribuée".

Cette obligation concerne les subventions "dont le montant annuel dépasse la somme de 23 000 €" (D. n° 2001-495, 6 juin 2001, pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques).

Les associations sportives noiséennes qui percevront au titre de l'année 2015 une subvention municipale de plus de 23 000 € et qui doivent signer une convention d'objectifs avec la municipalité, sont les suivantes :

Basket Ball Association Noiséenne	23 000 €
Hand Ball Club Noiséen	23 000 €
Rugby Club Noiséen	31 500 €
Noisy-le-Sec Athlétisme	36 500 €
La Vigilante	52 500 €
Cercle des Nageurs Noiséens	93 000 €

Il est demandé au conseil municipal d'approuver les conventions d'objectifs annexées et d'autoriser, le cas échéant, leur signature par monsieur le maire ou son représentant.

DELIBERATION

Le conseil,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 en date du 12 avril 2000, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations dans son article 10,

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour son application et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques et l'arrêté du 11 octobre 2006 relatif au compte rendu financier prévu par l'article 10 de la loi du 12 avril 2000.

DELIBERE

Article 1:

Le conseil municipal ayant autorisé le versement des subventions pour l'année 2015 aux associations sportives suivantes :

Basket Ball Association Noiséenne	23 000 €
Hand Ball Club Noiséen	23 000 €
Rugby Club Noiséen	31 500 €
Noisy-le-Sec Athlétisme	36 500 €
La Vigilante	52 500 €
Cercle des Nageurs Noiséens	93 000 €

Article 2 :

Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget primitif 2015 à l'imputation 6748

Article 3 :

Approuve les conventions d'objectifs conclues pour l'attribution des subventions.

Article 4 :

Autorise monsieur le maire ou son représentant à signer lesdites conventions.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

UNANIMITE

LA DELIBERATION EST ADOPTEE

2015/04-06 -DIRECTION DES AFFAIRES CULTURELLES

SIGNATURE D'UNE CONVENTION TRIANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS ENTRE LA VILLE DE NOISY-LE-SEC ET LA COMPAGNIE OPOSITO

Rapporteur : Monsieur Jean THARY

Dans le cadre de sa politique culturelle, la ville de Noisy-le-sec entend poursuivre son soutien à la compagnie Oposito qui dirige le « Moulin Fondu » (CNAR).

La présente convention d'objectifs et de moyens présente les modalités de collaboration. Un avenant annuel viendra préciser les aides de la ville.

La mission principale des centres nationaux des arts de la rue (au nombre de 13 en France) est le soutien à la création qui se traduit par l'accueil en résidence d'artistes ou de compagnies. La deuxième mission concerne la rencontre entre démarches artistiques, populations et territoires. La troisième mission est de participer à la reconnaissance et à la qualification des arts de la rue par des formations spécifiques et l'accompagnement des jeunes artistes.

La compagnie Oposito poursuivra son travail de création et d'exploitation de ses propres spectacles. L'ensemble des créations de la compagnie se fera en partie à Noisy-le-Sec, ainsi que sur les lieux des festivals nationaux ou internationaux soutenant leurs projets. Elle assurera la direction et la gestion du **Moulin Fondu, Centre National des Arts de la Rue**. Sa mission comprend l'accompagnement et le soutien d'équipes artistiques, leur accueil en résidence d'écriture, de construction, de création ou de reprise de création, de diffusion ou de répétition, l'apport de parts de co-réalisation, d'aides à la résidence, ainsi que le pré-achat de ces créations dans le cadre des Rencontres d'ici et d'Ailleurs - manifestations d'artistes de rue. Point d'ancrage de la compagnie dans la cité, elles sont le rendez-vous annuel que la compagnie Oposito propose à la ville de Noisy-le-Sec et à ses habitants.

De plus, la compagnie Oposito s'engage par cette convention d'objectifs et de moyens à :

- élargir son audience, à mener un travail de sensibilisation des publics noiséens et à conquérir de nouveaux publics ;
- à mener chaque année un projet avec l'une des structures de la ville de Noisy-le-Sec de son choix.

Il est demandé au conseil municipal d'autoriser monsieur le maire ou son représentant à signer la convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens (2015, 2016, 2017).

DELIBERATION

Le conseil,

Vu l'article L 2321-2 alinéa 2 du code général des collectivités territoriales,

Considérant que la présente convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens s'inscrit dans le cadre du soutien que la ville de Noisy-le-sec entend poursuivre avec la compagnie Oposito qui dirige le « Moulin Fondu », centre national des arts de la rue,

Considérant que dans le cadre de sa politique culturelle et notamment de son soutien aux arts de la rue, la ville de Noisy-le-sec entend poursuivre sa collaboration avec le centre national des arts de la rue dirigé par la compagnie Oposito,

Considérant que la compagnie Oposito s'engage par cette convention d'objectifs et de moyens à élargir son audience, à mener un travail de sensibilisation des publics noiséens et à conquérir de nouveaux publics ; à mener chaque année un projet avec l'une des structures de la ville de Noisy-le-Sec de son choix,

DELIBERE

Article 1 :

Autorise monsieur le maire ou son représentant à signer la convention d'objectifs et de moyens à conclure pour les années 2015, 2016 et 2017 annexée à la présente délibération.

Article 2 :

Autorise le versement de la subvention pour l'année 2015 d'un montant de 76 700 €.

Article 3 :

Dit que la dépense est inscrite au Budget Primitif 2015.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

UNANIMITE

LA DELIBERATION EST ADOPTEE

2015/04-07 - DIRECTION DES AFFAIRES CULTURELLES

**LA GALERIE, DEMANDE DE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT 2015, DRAC ÎLE-DE-FRANCE
(66 000 €)**

Rapporteur : Monsieur Jean THARY

La Galerie, centre d'art contemporain, offre aujourd'hui aux différents publics une programmation très diversifiée et basée sur l'art comme expérience sensible et réflexion de notre rapport au monde.

Chaque année, elle conçoit et réalise trois expositions (individuelles et collectives), une exposition pédagogique ainsi que trois résidences, à destination d'un artiste, d'un commissaire d'exposition étranger et d'un auteur. Les résidences et les expositions permettent de découvrir des œuvres inédites d'artistes internationalement reconnus aux côtés du travail d'artistes émergents.

Accompagnant au quotidien les artistes français par la production de nouvelles œuvres et des résidences, La Galerie participe aussi à l'ouverture de la scène artistique française à l'international par l'édition d'un journal bilingue gratuit pour chaque exposition.

Il est demandé au conseil municipal d'autoriser monsieur le maire ou son représentant à solliciter une subvention annuelle de 66 000 € auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles d'Île de France pour La Galerie dans le cadre de son soutien aux centres d'art conventionnés pour l'année 2015.

DELIBERATION

Le conseil,

Vu l'article L 2321-2 alinéa 2 du code général des collectivités territoriales,

Considérant que la qualité et la pertinence des actions conduites par La Galerie, centre d'art contemporain, permettent un partenariat renouvelé entre la commune de Noisy-le-Sec et la Direction Régionale des Affaires Culturelles d'Île de France,

DELIBERE

Article 1 :

Autorise monsieur le maire ou son représentant à solliciter une subvention annuelle de 66 000 € auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles d'Île-de-France pour la programmation artistique et culturelle de La Galerie, dans le cadre de son soutien aux centres d'art conventionnés, pour l'année 2015.

Article 2 :

Autorise monsieur le maire ou son représentant à signer tous les documents afférents à cette demande de subvention et à son versement.

Article 3 :

Dit que la recette sera inscrite au chapitre 74, article 7472, fonction 322 du budget de la ville.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Ibrahim DIARRA ne prend pas part au vote (absent).

UNANIMITE

LA DELIBERATION EST ADOPTEE

2015/04-08 - DIRECTION DES AFFAIRES CULTURELLES

LA GALERIE, DEMANDE DE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT, CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE (25 000 €)

Rapporteur : Monsieur Jean THARY

La Galerie, centre d'art contemporain, offre aujourd'hui aux différents publics une programmation très diversifiée et basée sur l'art comme expérience sensible et réflexion de notre rapport au monde.

Chaque année, elle conçoit et réalise trois expositions (individuelles et collectives), une exposition pédagogique ainsi que trois résidences, à destination d'un artiste, d'un commissaire d'exposition étranger et d'un auteur. Les résidences et les expositions permettent de découvrir des œuvres inédites d'artistes internationalement reconnus aux côtés du travail d'artistes émergents.

Accompagnant au quotidien les artistes français par la production de nouvelles œuvres et des résidences, La Galerie participe aussi à l'ouverture de la scène artistique française à l'international par l'édition d'un catalogue bilingue gratuit pour chaque exposition.

Il est demandé au conseil municipal d'autoriser monsieur le maire ou son représentant à solliciter une subvention annuelle de 25 000 € auprès du Conseil régional d'Île-de-France pour La Galerie dans le cadre de son soutien aux lieux de diffusion des arts et manifestations numériques pour l'année 2015.

DELIBERATION

Le conseil,

Vu l'article L 2321-2 alinéa 2 du code général des collectivités territoriales,

Considérant que la qualité et la pertinence des actions conduites par La Galerie, centre d'art contemporain, permettent un partenariat renouvelé entre la commune de Noisy-le-Sec et le Conseil régional d'Île-de-France,

DELIBERE

Article 1 :

Autorise monsieur le maire ou son représentant à solliciter une subvention annuelle de 25 000 € auprès du Conseil régional d'Île-de-France pour La Galerie dans le cadre de son soutien aux lieux du réseau culturel francilien pour l'année 2015.

Article 2 :

Autorise monsieur le maire ou son représentant à signer tous les documents afférents à cette demande de subvention et à son versement.

Article 3 :

Dit que la recette sera inscrite au chapitre 74, article 7472, fonction 322 du budget de la ville.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Miloud GHERRAS et Ibrahim DIARRA ne prennent pas part au vote (absents).

UNANIMITE

LA DELIBERATION EST ADOPTEE

CONVENTION POUR OCCUPATION DOMANIALE AYANT POUR OBJET L'INSTALLATION ET L'HÉBERGEMENT D'ÉQUIPEMENTS DE TÉLÉRELEVÉ EN HAUTEUR POUR GRDF.

Rapporteur : Monsieur Karim HAMRANI

GrDF gère en France le réseau de distribution de gaz naturel qui regroupe l'ensemble des canalisations assurant l'acheminement du gaz naturel vers les consommateurs.

Dans le cadre des activités de comptage exercées en application du 7ème alinéa de l'article L. 432-8 du code de l'énergie, GrDF a engagé un projet de modernisation de son système de comptage du gaz naturel, visant à mettre en place un nouveau système automatisé permettant le relevé à distance des consommations de gaz naturel des consommateurs particuliers et professionnels :

Il s'agit du projet « Compteurs Communicants Gaz ».

Ce projet « Compteurs Communicants Gaz » est un projet d'efficacité énergétique, orienté vers les consommateurs, poursuivant deux objectifs majeurs :

- le développement de la maîtrise de l'énergie par la mise à disposition plus fréquente de données de consommations,
- l'amélioration de la qualité de la facturation et de la satisfaction des consommateurs par une facturation systématique sur index réels et la suppression des estimations de consommations.

La solution technique choisie par GrDF permet de répondre à toutes les situations de demande de données de la part des consommateurs :

- la possibilité d'obtenir les données globales anonymes par immeuble ou par quartiers pour le suivi des politiques énergétiques territoriales,
- pour les consommateurs, une information mensuelle sur leur consommation, en kWh et en euros, via les fournisseurs, ou pour ceux qui le souhaitent, la mise à disposition sans surcoût des données quotidiennes en Kwh sur le site internet du distributeur.

Pour arriver à cette échéance, 3 étapes sont à prévoir :

- changement de tous les compteurs (11 millions),
- installations de concentrateurs (15 000) à placer sur les points hauts (8 sur Noisy-le-Sec), dont la liste est en annexe de la convention,
- la mise en place de nouveaux systèmes d'information, pour ainsi recevoir et traiter chaque jour 11 millions d'index de consommation en mètres cubes, les transformer en kWh (calcul de l'énergie) et les publier aux fournisseurs et aux consommateurs.

GRDF devant réaliser ces opérations sur la période 2016-2020, il est demandé au conseil municipal :

- d'approuver la convention déterminant les modalités et conditions de l'hébergement des Équipements Techniques de GrDF sur les Sites de l'Hébergeur, qui permettra à GRDF de signer des conventions particulières avec chaque hébergeur sur les sites définitivement arrêtés ;
- d'autoriser monsieur le maire à signer ladite convention.

DELIBERATION

Le conseil,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.2224.34,

Vu le code de l'énergie, et notamment son article L.432-8 - alinéa 7,

Considérant la nécessité d'établir une convention cadre d'hébergement entre GrDF et la ville de Noisy-le-Sec,

Considérant qu'une fois les sites définitivement arrêtés, il conviendra pour GrDF d'établir une convention particulière pour chaque hébergeur,

Vu le projet de convention établi à cet effet,

DELIBERE

Article 1er :

Approuve la convention de mise en œuvre des équipements de télérelevé en hauteur proposée par GrDF.

Article 2 :

Autorise monsieur le maire, ou son représentant, à signer et exécuter ladite convention.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Miloud GHERRAS et Ibrahim DIARRA n'ont pas pris part au vote (absents).

POUR	35 VOIX	MAJORITE MUNICIPALE, PARTI SOCIALISTE
CONTRE	6 VOIX	GROUPE ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE

LA DELIBERATION EST ADOPTEE

2015/04-10 - DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

APPROBATION DE LA CONVENTION ENTRE LA VILLE DE NOISY LE SEC ET LE CLAS POUR L'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION ET LA MISE A DISPOSITION DE LOCAUX ET DE MOYENS HUMAINS – ANNEE 2015.

Rapporteur : Madame Nicole RIVOIRE

Le CLAS est une association ayant un rôle social, culturel et de loisirs envers le personnel communal. Elle tend à favoriser, par ses actions de qualité et aussi diversifiées que possible, l'épanouissement de l'individu. Ses missions sont les suivantes :

Dans le domaine social :

- favoriser la participation du plus grand nombre d'agents,
- développer la remise des chèques vacances,
- pratiquer des tarifs préférentiels liés aux ressources des agents,
- aider à la scolarité des enfants,
- proposer des actions de solidarité.

Dans le domaine des loisirs et de la culture :

- organiser des sorties et festivités (bal, arbre de Noël...),
- proposer des spectacles (concerts, théâtre, comédies musicales...), des séjours (vacances, week-end...),
- aider à la pratique sportive,
- rechercher le partenariat entre comités d'entreprises.

Compte tenu de l'intérêt que présentent ces actions pour le personnel communal, la ville de Noisy-le-Sec a décidé d'en faciliter la poursuite en allouant pour l'année 2015 des moyens financiers, humains et matériels au CLAS. La convention annexée à la présente délibération précise les moyens mis à disposition, et fixe le montant, ainsi que les conditions d'utilisation de la subvention allouée.

Eu égard aux missions d'intérêt général que remplit l'association, une redevance de 1euro sera perçue pour la mise à disposition des locaux au profit de l'association.

Pour assurer les besoins administratifs de l'association, un agent de la ville est mis à disposition (l'article 7 de la convention prévoyant expressément le remboursement à la ville du salaire de l'agent concerné sur l'exercice considéré).

Il est demandé au conseil municipal d'autoriser monsieur le maire à signer la convention de subvention qui conditionne le versement de la subvention annuelle 2015 de 234 000 € à l'association « Comité Local d'Action Sociale, montant à ajuster le cas échéant en décembre 2015 en fonction de l'évolution de la rémunération de l'agent mis à disposition .

DELIBERATION

Le conseil,

Vu l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'article L. 2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques,

Vu la loi n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République et la loi n°93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques,

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec l'administration et notamment, son article 10, imposant un conventionnement au-delà d'un seuil de subvention et fixant les règles d'information du public,

Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001, précisant les seuils financiers rendant obligatoire la formalisation d'une convention,

Vu le projet de convention annexé à la présente délibération,

Considérant les missions d'intérêt général que remplit le CLAS,

Considérant l'intérêt que représentent pour le personnel communal, les actions du CLAS dans son rôle social, culturel et de loisirs,

Considérant qu'il y a lieu d'en faciliter leur réalisation par l'attribution d'une subvention, de moyens matériels et humains dont les conditions de mise à disposition font l'objet du présent projet de convention,

DELIBERE

Article 1 :

Approuve la convention relative à l'attribution d'une subvention et à la mise à disposition au profit du Comité Local d'Action Sociale de locaux et de moyens humains.

Article 2 :

Approuve la mise à disposition au profit du CLAS, de locaux moyennant le versement d'une redevance d'un montant de un euro.

Article 3 :

Approuve la mise à disposition du CLAS d'un agent chargé d'exercer les fonctions de correspondant CLAS. Sa rémunération, versée par la ville, fera l'objet d'un remboursement par le CLAS.

Article 4 :

Décide d'allouer une subvention au CLAS pour un montant de 234 000 euros, montant à ajuster le cas échéant en décembre 2015 en fonction de l'évolution de la rémunération de l'agent mis à disposition.

Article 5 :

Autorise monsieur le maire ou son représentant, à signer ladite convention.

Article 6 :

Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget primitif 2015.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Miloud GHERRAS et Ibrahim DIARRA n'ont pas pris part au vote (absents).

UNANIMITE

LA DELIBERATION EST ADOPTEE

V – VOEUX

Sans objet.

VI – REPONSES AUX QUESTIONS ORALES

QUESTION ORALE DU GROUPE ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE ET DU GROUPE SOCIALISTE – CENTRE MUNICIPAL DE SANTE

« Monsieur le Maire,

Nous avons appris il y a quelques jours que la ville de Noisy le Sec n'avait pas honoré ses charges de copropriété pour les locaux du Centre Municipal de Santé installé rue Pierre Brossolette.

Il semblerait que depuis plusieurs mois les copropriétaires vous aient alerté sur cette situation sans obtenir de réponse de vous-même ni de vos services.

La somme de 68 000 euros est avancée dans un document de l'assemblée générale de copropriété du 20 février dernier.

L'assemblée générale va même jusqu'à parler d'adjudication ...

Que s'est-il passé entre le 20 février et ce jour ?

Considérant que vos propos tenus suite à notre question au conseil municipal de février dernier semblaient rassurants.

Considérant que vous avez accédé à la demande du CHSCT de la mairie en annonçant le cahier des charges d'un audit sur l'avenir du CMS.

Considérant que nous sommes attachés à une offre de soins de qualité accessibles à toutes et tous les noiséens.

Nous vous demandons de bien vouloir nous répondre sur les faits sus mentionnés.

Il y a-t-il un risque de disparition du CMS sur notre ville à courte ou moyenne échéance ? »

Réponse de monsieur le maire ;

« La ville est copropriétaire dans l'immeuble situé 3-5 rue Pierre Brossolette, de locaux dans lequel est établi le centre municipal de santé.

Les charges courantes de copropriété (charges générales, chauffage, parking) s'élèvent à 6 094,20 € par trimestre.

Lors de l'assemblée générale du 19 mai 2014, les copropriétaires ont voté la réalisation de travaux portant sur le ravalement des façades sur rue pour un montant total de 208 888,46 € TTC. La part revenant à la ville s'élève à 63 092,76 €.

La Mairie a informé le Syndic que cette somme était non-budgétée sur le Budget 2014 – ce qui normal puisque la décision de ces travaux s'est prise 6 mois après le vote du budget -, et qu'elle le serait sur le budget 2015.

Conformément à la résolution n°14 de cette assemblée générale, la ville a reçu, le 10 juin 2014, un premier appel de fond de 7 886,57 €, puis 6 appels mensuels du même montant. L'avant dernier appel de fond a été envoyé le 5 mars 2015. Le dernier devrait nous parvenir prochainement.

On peut déjà s'étonner que le Syndic ait procédé à un appel de fonds avant la fin des délais de recours de 2 mois de la notification du PV de l'Assemblée générale.

Par courrier du 16 mars 2015, la ville a informé le syndic de copropriété ATM & Gaillard qu'un règlement d'un montant de 12 379,52 € avait été mandaté le 6 mars et que le restant des charges dues à la

copropriété avaient été inscrits au budget 2015 devant être approuvé au conseil municipal. Ce qui est une règle élémentaire des finances publiques, et donc je le rappelle à celles et ceux qui l'ignoraient, ce qui semble être le cas de certains élus !

Les copropriétaires en ont également été informés au cours de l'assemblée générale du 23 mars 2015 et ont pris acte du règlement à intervenir.

Cela n'a pas semblé poser de difficulté.

Une nouvelle somme de 12 188,40 € a d'ores et déjà été mandatée le 1^{er} avril.

La totalité des sommes dues par la Mairie sera donc apurée courant ce mois.

Là encore, je m'étonne que vous posiez la question APRES avoir sorti un tract dans toutes les boîtes à lettre de la Ville ! Vous avez d'ailleurs mon numéro de téléphone et il vous aurait été facile de comprendre la situation. Mais semble-t-il, une fois de plus, vous avez préféré jouer la carte de la période électorale propice à désinformer et à faire peur !

J'aurais pu vous expliquer la différence entre propriétaire des murs et celui qui y exploite une activité !

Concernant vos inquiétudes sur l'avenir du CMS.

J'ai déjà répondu à cette question au dernier CM.

Un audit externe sera diligenté au CMS. Il ne s'agit pas comme vous essayez de le faire croire depuis plusieurs semaines, de remettre en cause l'avenir du CMS, mais de répondre à une demande des membres du CHSCT pour faire face à des situations de souffrance au travail rencontrées par les agents de ce service.

Comme je vous l'ai déjà expliqué au dernier conseil municipal, je suis très attaché à la qualité de l'offre de soin accessible à tous les Noiséens proposée par le CMS, cependant nous avons constaté des dysfonctionnements dans la gestion administrative de ce service et de ses équipes.

J'ai donc répondu favorablement à la demande des membres du CHSCT et mandaté un audit.

Je dois notifier très prochainement au cabinet choisit, l'attribution du marché.

Je ne vous ferai pas l'affront de vous relire la réponse que je vous ai faite au Conseil Municipal du 12 février dernier, même si il semble que l'on observe quelques durs d'oreille dans notre assemblée.

Je me désole toutefois que ce sujet ait été utilisé durant la campagne des départementales pour faire peur aux Noiséens en leur faisant croire que le CMS était mis en vente aux enchères. Ces méthodes extrémistes consistant à jouer avec les peurs de nos concitoyens, je les pensais d'un autre âge de la part de partis politiques. A l'évidence ce n'est pas le cas ».

QUESTION ORALE DU GROUPE ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE ET GROUPE SOCIALISTE – GREVE DES AGENTS DE LA VILLE RELATIVE AU TEMPS D'ACTIVITE PERISCOLAIRE

« Monsieur le Maire,

Depuis le vendredi 20 mars 2015, vous êtes confronté à un mouvement d'une partie des personnels territoriaux sur la problématique du Temps d'Activité Périscolaire.

Nous ne reviendrons pas ici sur la nature des revendications des personnels, sur leur légitimité ou sur la récurrence de ce sujet déjà longuement abordé et jamais solutionné, mais sur la façon dont vous, Monsieur le Maire, vous avez géré ce conflit social et les conséquences que votre posture a entraînées sur la bonne marche et la continuité du service public.

Les faits :

Une organisation syndicale, organisation qu'il vous plaît tant à nommer systématiquement dans vos sms adressés aux parents, a déposé un préavis de grève le vendredi 13 mars 2015 pour vous indiquer qu'une partie des personnels entamera une grève reconductible à partir du vendredi 20 mars 2015.

Le 18 mars 2015, vous leur donnez un rendez-vous par écrit pour le lundi 30 mars 2015, soit dix-sept jours après leur préavis. Seuls les agents informent les familles de leur mouvement et de leurs revendications.

Dans les textes relatifs aux relations collectives au sein des collectivités (Art. L. 2512-2.- (Créé par l'ordonnance n°2007-329 du 12 mars 2007, art. 1^{er} et 14, J.O. du 13 mars 2007)), il est mentionné que : « Pendant la durée du préavis, les parties intéressées sont tenues de négocier. »

C'est ce qu'ont tenté de faire les agents et c'est ce que vous vous êtes attachés à refuser.

Face à ce mépris affiché, à une supputation de manipulation et au prétexte d'une campagne départementale qui ne devrait pas vous soustraire à vos obligations de Maire et d'employeur, plus d'une centaine d'agents s'engagent dans une grève quotidienne reconductible d'une heure au moment de la pause méridienne. Chaque jour, alors que vous êtes disponible, vous refusez de les entendre en indiquant que la date d'un rendez-vous est fixée au lundi 30 mars 2015.

Au-delà de l'effet désastreux que votre attitude produit sur ces personnels en souffrance, celle-ci génère d'intolérables perturbations pour les familles et les enfants scolarisés.

Votre seule motivation semble être de dénoncer ou casser le mouvement, sans pour autant vous préoccuper des incidences sur le service et la mise en danger des enfants dont vous êtes responsables et sans réfléchir collectivement à l'intérêt des revendications des agents.

Monsieur le Maire,

Considérant que les parents apprennent la veille au soir (ou le vendredi pour le lundi) par SMS que la restauration ne sera pas assurée, sans autre information, alors que le matin même, les repas sont livrés sans que quiconque sur l'école n'en ait été informé. (exemple école Bayard le lundi 30 mars 2015, 100 repas livrés pour 60 enfants qui restent en définitive à la restauration au dernier moment).

Considérant que les parents ne peuvent pas prendre de dispositions auprès de leur employeur et se retrouvent sans solution sérieuse.

Considérant que les directrices et directeurs d'école, responsables pédagogiques et administratifs de la restauration scolaire, n'ont connaissance de la situation que grâce aux sms des parents ou à une affiche apposée à la porte de l'école la veille après le service. Qu'aucune information directe leur permet d'organiser le service au mieux. Que cette méthode a entraîné la démission de la directrice de l'école élémentaire Léo Lagrange le lundi 30 mars 2015 de ses responsabilités de la restauration scolaire.

Considérant que les conditions d'encadrement remettent en cause la sécurité des élèves avec parfois des situations où un adulte encadre 30, voire 45 enfants en maternelle comme en élémentaire.

Considérant que les personnels dont vous vantez les qualités, méritent le respect des règles établies par la loi.

Considérant que les revendications doivent être considérées avec intérêt pour le bien du service public.

- Considérez-vous aujourd'hui avoir mis un terme à ce conflit?
- Pensez-vous que leurs revendications sont illégitimes ?
- Quelles mesures comptez-vous prendre pour améliorer l'information aux familles et au moins assurer la sécurité des élèves?
- Pouvez-vous nous indiquer quel sera le coût de votre incurie depuis le 20 mars (nombre et coût des SMS, nombre et coût des repas jetés et gâchés) ?

Comptant sur la précision de vos réponses ».

Réponse de monsieur le maire :

« Le syndicat CGT Territorial a lancé le 20 mars 2015 un préavis de grève reconductible.

Conformément à la loi, j'ai, dans le délai de 5 jours du dépôt de préavis, proposé un rendez vous à ce syndicat pour le 30 mars à 11 h, et ce, dans le but de ne pas interférer avec la campagne électorale départementale, puisque bien sur, il aurait été inconcevable démocratiquement parlant, qu'un syndicat proche d'une formation politique ne lance un tel mouvement en pleine période électorale !

Malgré cela, ce syndicat a délibérément reconduit cette grève entre le vendredi 20 mars et le lundi 30 mars, soit précisément 7 jours.

On peut s'étonner, on peut s'interroger, que ce mouvement de grève ait débuté 48 h avant le 1^{er} tour des élections départementales et soit reconduit de jour en jour entre les deux tours de ces élections ! Cela ne peut être qu'un pur hasard et la gêne occasionnée pour les centaines de familles et d'enfants ne pouvait en aucune façon amener ces mêmes familles à manifester leur mécontentement auprès du Maire durant cette période ! Et pourtant, il y a bien eu des familles gênées par ce mouvement de grève, qui se sont manifestées auprès de Monsieur le Maire, certaines certifiant qu'elles ne voteraient pas pour lui aux départementales ! C'est bien évidemment un pur hasard une fois de plus !

Cette grève a quelque chose de plus surprenant encore. De nombreux espaces de concertation (Comité de suivi des rythmes scolaires, Commission Enseignement, réunions d'information...) et de dialogue social (réunion mensuelle avec les syndicats...) ont permis et permettent d'échanger sur ces sujets depuis 2013 et aujourd'hui encore ! L'argument de la CGT a été de dire « on ne savait pas la date des élections » !

Le vendredi 20 mars, premier jour de grève, aucune cantine n'a pu être assurée. Par contre les autres jours, la majeure partie des écoles ont pu assurer ce service.

Durant la semaine entre les deux tours des élections départementales, la CGT a renouvelé son mouvement de grève chaque jour entre 12h30 et 13h25, perturbant systématiquement la cantine de plusieurs écoles.

Comme vous le savez, les agents n'ayant pas l'obligation de se déclarer grévistes, vous comprendrez donc aisément la difficulté de pouvoir disposer d'informations précises sur les possibilités d'accueil pour les repas, puisque bien évidemment, à l'heure où les enfants devaient déjeuner, les grévistes se retrouvaient à la maison de syndicats puis venaient devant la Mairie.

Des SMS ont été adressés aux parents et des affichettes ont été apposées aux entrées des écoles, pour les tenir informés très régulièrement de l'évolution de ce mouvement.

Il faut déplorer que de nombreux enseignants refusent systématiquement de diffuser aux familles des informations ou des courriers émanant de la Mairie, quand des tracts ou des lettres de syndicats parviennent aisément jusqu'aux familles !

Concernant la difficulté devant laquelle se trouvent les services pour anticiper les informations aux familles, j'ai indiqué plus haut que contrairement aux enseignants qui ont l'obligation de se déclarer gréviste 48 à l'avance, les agents communaux, eux, peuvent débrayer, le jour même sans prévenir à partir du moment où un préavis reconductible a été déposé.

Ce sont donc ces agents grévistes qui, en quittant le lieu de travail sans prévenir, ont mis les enfants en difficulté. L'ensemble de l'équipe de la DASEPE s'est mobilisée pour suppléer au dernier moment à ces défections brutales.

Il faut savoir que les directeurs d'école ont été informés chaque jour par mail en cas de fermeture de la cantine sur leur école.

Il est donc inacceptable et intolérable, alors que les parents d'élèves ont été pris en otage par le syndicat CGT délibérément entre les deux tours d'une élection, qui opposait une liste que je conduisais à une liste du Front de Gauche et du Parti communiste, soutenue par Europe Ecologie les Verts, de dire que la mairie est responsable de ces dysfonctionnements. Surtout lorsque l'on a pu voir des candidats de ce parti être présents un midi aux côtés des grévistes.

Le 30 mars, j'ai rencontré les agents et écouté les revendications. La grève a cessé étonnamment le jour même ! C'est bien évidemment un pur hasard une fois de plus !

Ces revendications sont pour certaines légitimes et faisaient d'ailleurs l'objet d'un travail engagé par les services suites aux échanges dans les instances représentatives prévues à cet effet, pour d'autres à négocier, et enfin, pour beaucoup, infondées.

Malgré cette mobilisation politique et syndicale, le mouvement a été assez inégalement suivi, puisque la cantine a été assurée dans la plupart des écoles de la ville. Les familles dans leur grande majorité ont parfaitement compris la situation et pour beaucoup ont parfaitement deviné les objectifs politiques de cette démarche.

En ce qui concerne enfin le Coût de cette grève, nous en sommes à son chiffrage et nous savons bien sur que de nombreux repas ont du être jetés.

Je déplore bien évidemment cette prise d'otage des enfants et des familles en pleine période électorale et cette manipulation politicienne qui rappelle les méthodes d'un autre âge de la politique en France.

Je déplore aussi la pression dont ont été victime certains agents pour faire grève ! »

QUESTION ORALE DU GROUPE SOCIALISTE – LIEU DE CULTE

« Monsieur le Maire,

Les campagnes sont bien souvent propices aux engagements et aux promesses. Au-delà de cette période, toute la responsabilité des élus réside dans la mise-en-oeuvre de leurs propres engagements.

Vous et votre équipe, d'ailleurs, comme l'ensemble des formations politiques représentées au sein de notre conseil, vous êtes engagés lors des élections municipales, évidemment dans le respect des lois de la République et de la laïcité, à favoriser la réalisation d'une salle de prière digne sur la ville faind e répondre aux attentes des Noiséennes et Noiséens. Mise à disposition et/ou vente de terrain, bail emphytéotique nombre d'outils ont été évoqués alors.

Un an après les élections municipales, pouvez-vous nous dire quelles sont les initiatives prises par la ville ? Où en sont-elles ? Quel est le calendrier envisagé pour permettre à ces Noiséens l'exercice de leur culte à Noisy dans des conditions dignes ? »

Réponse de monsieur le maire ;

« Madame la conseillère municipale ,

La Municipalité noiséenne que je dirige, œuvre depuis 4 ans pour accompagner dans les meilleures conditions l'implantation d'un lieu de culte digne, adapté et conforme aux règles de sécurité et d'accessibilité pour la communauté musulmane. Je cite cette religion car je pense que c'est d'elle que vous parlez, puisque vous ne la cité pas dans votre question, curieusement d'ailleurs. Et nous le faisons dans le parfait respect des dispositions de la Loi de 1905 qui instaure une stricte séparation entre les institutions républicaines et les institutions religieuses.

J'ai rencontré à plusieurs reprises les représentants des différentes Associations et Fédérations.

J'avais d'ailleurs déjà eu l'occasion de répondre sur certains aspects à votre groupe sur ce dossier à l'occasion d'un vœu lors du Conseil Municipal du 27 novembre 2014.

Le terrain susceptible d'accueillir ce nouveau lieu de culte est aujourd'hui clairement identifié et constitue à ce titre un facteur favorable à la finalisation de stabilité et de solidité en vue de finaliser ce dossier complexe. Le terrain en question est situé à l'angle des rues Elsa Triolet et de Neuilly. Appartenant aujourd'hui à la société Logirep, il sera très prochainement acquis par la Ville. Notre conseil municipal sera amené à statuer dans les prochains mois sur cette question.

Je veux vous rappeler que je veux un lieu de culte digne de ce nom, et qu'il faut faire cesser, dire stop aux boxes et aux caves.

Bien entendu, un certain nombre d'étapes doivent encore être franchies en vue de la mise en œuvre opérationnelle de ce projet. A ce titre, les enjeux aujourd'hui identifiés par la Municipalité sont les suivants :

- Le projet devra s'intégrer dans la chronologie et le contexte urbain induit par les opérations de renouvellement urbain Anru et NPNRU
- La future convention de location du terrain, quelle que soit sa forme finale, sera contractualisée avec la fédération représentative de l'ensemble des associations existantes, afin de garantir le bon accès de l'ensemble des sensibilités à ce nouveau lieu de culte
- La fédération devra transmettre à la Ville en amont de cette contractualisation un projet de construction permettant d'apprécier son insertion urbaine ainsi que sa conformité aux règles d'urbanisme et de construction, associé à un planning prévisionnel de réalisation
- Enfin, il faudra que la mésentente des associations de cette religion, cesse, comme je l'ai toujours rappelé lors des nombreuses réunions avec elles. Un interlocuteur unique doit être désigné.

Vous le constatez, au delà des promesses et engagements de campagne que vous mentionnez dans votre question, la Municipalité impulse aujourd'hui le passage en phase opérationnelle de ce dossier, dont la première étape sera la régularisation du foncier entre la Ville et la société Logirep.

Et contrairement aux mensonges grossiers que l'on voit fleurir ici ou là, alors que moi-même et des élus de mon équipe passons du temps à expliquer et montrer la future réalité de ce dossier en nous rendant sur les lieux, j'observe que certaines personnes semblent avoir le souhait de désinformer afin de créer des tensions. Cela est dommage car notre ville a besoin d'apaisement et non d'apprentis pyromanes. »

QUESTION ORALE DU GROUPE SOCIALISTE – PETANQUE du 140

« Monsieur le Maire,

Les membres du club de pétanques du 140, à plusieurs reprises depuis le mois de décembre 2014, ont saisi vos élus-adjoint de quartier- au sujet de dégradations qui remettait en question la sécurisation du terrain mis à leur disposition.

A plusieurs reprises (décembre, février, mars) ils ont été victimes de dégradations qu'ils ont eux-mêmes réparées par leurs propres moyens.

La ville sollicitée à chaque fois, semble leur dire par retour de mail que tantôt les services, tantôt une entreprise dédiée est missionnée pour intervenir. Mais depuis décembre rien n'a été fait ni par les uns ni par les autres.

Si l'on peut saluer la patience des membres de ce club, il convient toutefois d'intervenir rapidement et de réparer les grillages en question afin de prévenir toute intrusion sur le terrain (source de nuisances et de dégradation) et de permettre aux membres de ce club de pouvoir exercer leur sport sereinement.

Aussi, concrètement pouvez-vous nous dire ici ce qu'il est réellement prévu de mettre en œuvre afin de sécuriser le terrain, dans quel délai et avec quels moyens de contrôle des interventions d l'entreprise si c'est l'option retenue ? »

Réponse de monsieur le maire ;

« Comme cela avait été fait en 2014, après une nouvelle vérification sur place ce matin, il n'a été constaté aucun désordre sur la clôture installée par la ville.

La principale "source d'intrusion" se situe au niveau du grillage coté talus d'autoroute, secteur "entretenu" par la DIRIF, qui a été sollicitée pour de nombreux désordres similaires sur la ville. La DIRIF semble parfaitement incapable de pouvoir répondre à de nombreuses sollicitations des villes qui jouxtent les voies rapides ou autoroutes. Cela n'est pas normal et je m'attache à écrire à leur directeur et prendre régulièrement mon téléphone pour les secouer.

Les services techniques sont prêts à rencontrer le responsable du club si des demandes sont à la charge de la ville (à voir dans la convention établie avec le club), afin de pouvoir les satisfaire si besoin.

Cependant, suite à des dégradations du matériel de l'association de la pétanque du 140 : tables, chaises laissées en plein air par manque de locaux, j'ai demandé aux services de réfléchir à une solution de sécurisation du matériel associatif.

Après le passage de plusieurs entreprises et au vu des contraintes techniques du site, il a été décidé d'y installer un container de 14 m2 afin que l'association puisse stocker son matériel en toute sécurité.

Les différents devis ont été réalisés, les travaux et la livraison du container attendaient le vote du budget pour être définitivement lancés pour une mise en œuvre courant avril.

Nos amis de l'association du 140, avec qui nous avons été très fiers de pouvoir inaugurer ce nouveau terrain de pétanque voici 3 ans, ont toute notre écoute. Ils savent être patients car ils comprennent aussi les contraintes liées à une inscription budgétaire puis à la nécessité de voter ce budget avant de débiter des travaux.

QUESTION ORALE DU GROUPE ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE – ABATTAGE D'ARBRES

« Monsieur le Maire,

Nous avons été interpellés à plusieurs reprises par des Noiséennes et des Noiséens, soucieux de leur cadre de vie et de l'importance du patrimoine végétal dans leur environnement. Ils s'interrogent sur les motivations qui ont conduit à de nombreux abattages d'arbres depuis votre arrivée aux affaires municipales.

Ces arrachages semblent parfois s'imposer par la mise en oeuvre d'opérations de promotion immobilière. Mais dans l'espace public, par soucis d'économie et de symétrie, vous n'hésitez pas pour quelques arbres malades à abattre des alignements classés à protéger. Ces arbres qui ont vu nos parents grandir, sont les victimes collatérales d'une vision hygiéniste peu responsable de l'aménagement urbain et ils seront remplacés par des arbustes.

Le Plan Local d'Urbanisme ne marque d'ailleurs pas une volonté affirmée de protection du patrimoine arboré. Un terrain de 1000 m2 situé en zone UA sera considéré comme surface « végétalisée » si deux arbres seulement y sont plantés. Dans les Espaces Boisés Classés, les coupes et abattages sont soumis à déclaration préalable mais cette dernière ne semble pas être souvent respectée.

A titre d'exemple, à la dernière commission d'aménagement datant du mois de février, j'ai interrogé votre adjoint chargé de l'environnement et des espaces verts sur l'arrachage de trois magnifiques tilleuls qui se trouvaient depuis plus de trente ans devant le conservatoire de musique, rue Jean Jaurès. Il m'a confirmé que ces arbres n'étaient pas malades et a justifié leur abattage par une demande des voisins et un coût d'entretien trop élevé, pour finalement conclure qu'il avait été mis devant le fait accompli !

Ces arbres en absorbant le gaz carbonique participaient à la lutte contre le dérèglement climatique et limitaient la dominante minérale qui caractérise trop souvent notre paysage urbain.

Depuis le XVI^e siècle, on plante des tilleuls dans les jardins publics et en alignement de rue. Ils supportent bien la taille et peuvent vivre plus de 500 ans. Ils pouvaient donc encore embellir le quartier pendant de nombreuses années car ils résistaient bien à la pollution et abritaient sous leurs feuilles des auxiliaires prédateurs des acariens.

— Je me refuse à croire que ces magnifiques arbres aient pu être abattus pour le stationnement de quelques voitures, pourriez-vous nous éclairer sur les véritables raisons qui ont pu motiver cet abattage ?

— Les jours sont comptés pour les arbres qui ornent nos espaces publics et privés, comptez-vous agir et si oui quelles actions allez-vous mettre en place pour éviter de détruire les arbres concernés par la « prescription trentenaire » qui rendent notre ville par endroit si agréable ? »

Réponse de monsieur le maire ;

« Monsieur Lascoux,

Je vous pensais beaucoup plus Dendrologue que vous le paraissez et vous m'obligez à vous faire un petit cours de science naturelle relatif aux arbres, ce qui me ravit vous le comprendrez !

Puisqu'il faut rentrer dans le détail, sachez que l'espérance de vie théorique de 500 ans pour le Tilleul ne se vérifie qu'en milieu naturel et non en milieu urbain dense, où l'on atteint rarement plus de 75 ans.

Le Tilleul est un arbre de grand développement, pouvant atteindre quarante mètres, parfois plus et une envergure de vingt mètres.

Devant le conservatoire, trois sujets avaient été plantés à l'époque, alors qu'il n'y avait à peine de place pour un.

La faible espace laissé à ces trois Tilleuls a contraint les responsables successifs des espaces verts de la Ville à procéder à des tailles drastiques, limitant ainsi leur développement.

Ces élagages étaient obligatoires compte tenu de la typologie des lieux, et également par le fait que les riverains se plaignaient des dégradations sur leur propriété lorsque les branches étaient trop importantes. Ces tailles menées depuis plusieurs décennies ont entraîné des problèmes sanitaires : branches charpentières creuses rendant le houppier dangereux, le risque de chute de grosses branches étant alors avéré.

Devant un tel risque pour les usagers des lieux, notamment des enfants, et un tel état sanitaire, l'abattage s'est imposé comme étant la seule solution pour garantir la sécurité publique.

Les 3 arbres seront remplacés en novembre 2015 par des arbres de petit développement adaptés au site, en port libre, évitant ainsi toute taille sévère.

Depuis 2010, aucun abattage n'a été réalisé arbitrairement.

La gestion pérenne du patrimoine arboré a même été remise au cœur des préoccupations municipales. Et lorsque nous devons, pour des raisons sanitaires, enlever des arbres, ce qui est le cas à la Boissière, par exemple, 38 arbres seront remplacés par la plantation d'une centaine. Ce qui signifie en clair que nous replantons beaucoup plus que nous ne supprimons.

Pour preuve, un patrimoine phytosanitaire des arbres appartenant à la commune a été réalisé en 2012 et 2013 par un cabinet spécialisé indépendant.

948 arbres ont été inspectés pour un budget de près de 14 000 €.

Le renouvellement du patrimoine arboré rue Condorcet en deux tranches, l'une en 2014 et l'autre cette année, en est l'une des conséquences, les Tilleuls ayant été diagnostiqués comme dangereux.

Ce seront là au total plus de 40 000 € investis dans ce chantier qui sera achevé en novembre 2015.

Et puisque la critique parfois ou souvent injustifiée semble être l'apanage de vos interventions, permettez moi de vous rappeler qu'un magnifique Cèdre du Liban en parfaite santé, avait été abattu en 2009 dans la cours de l'école Petit Prince, avec votre accord Monsieur LASCoux, alors que vous étiez adjoint à l'environnement, contre l'avis du service des espaces verts. Et cela pour implanter un bâtiment modulaire en lieu et place».

La séance est levée à 00h00.

Le Secrétaire de séance	Le Président de séance
Mme Stéphanie SANNIER	M. Laurent RIVOIRE 